



# Les travaux de la Commission

## Des consultations à travers le Québec

Le régime forestier québécois vise à ce que le milieu forestier soit géré et aménagé conformément aux besoins et aux aspirations de la population. Pour réaliser son mandat, la Commission a donc mis l'accent sur la consultation d'un ensemble de personnes et d'organismes intéressés aux forêts du Québec, par un appel de mémoires, l'audition d'intervenants et la tenue de forums ou tables rondes. Toutes ces rencontres ont été publiques.

Les travaux de la Commission ont débuté en janvier 2004 par une série de rencontres avec des représentants du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs, et ce, afin de bien comprendre les mécanismes actuels de gestion des forêts québécoises. Ces discussions préliminaires se sont étendues à une cinquantaine d'organismes publics et d'entreprises privées ainsi qu'à une dizaine de répondants (liste disponible sur le site [www.commission-foret.qc.ca](http://www.commission-foret.qc.ca)). Des visites ont aussi eu lieu dans sept régions pour connaître leurs problématiques particulières à l'égard de la gestion des forêts et pour préparer les consultations régionales.

Cette phase initiale a permis un premier regard sur les enjeux à traiter. Elle a également conduit à la rédaction du *Document préparatoire à la consultation publique*, lequel a été largement diffusé au sein du secteur forestier québécois, de l'appareil gouvernemental, du réseau des bibliothèques du Québec et par le biais de l'Internet.

De la mi-avril à la mi-juin, des consultations publiques ont eu lieu dans 15 villes et trois communautés autochtones à travers le Québec (Tableau A1.1). Cette seconde phase a amené les membres de la Commission à rencontrer environ 250 organismes, entreprises et citoyens. Une douzaine de forums régionaux de discussion ont aussi permis de creuser plus à fond divers aspects du régime forestier, dans une perspective de développement régional. Au total, plus de 1 500 personnes ont assisté à ces rencontres.

Pour les organismes de nature provinciale ou multirégionale, les audiences se sont déroulées à Québec à la fin août. Une cinquantaine de regroupements, d'entreprises ou d'individus sont venus présenter leurs propositions pour améliorer la gestion forestière au Québec. Une journée a aussi été dédiée à une consultation publique spéciale des communautés autochtones, en collaboration avec l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador.

Pour clore cette troisième phase, en septembre, la Commission est de nouveau sortie du cadre traditionnel des audiences publiques en réunissant à Montréal une cinquantaine de leaders d'opinion du monde forestier québécois. Ces derniers ont été invités à échanger sur diverses orientations ou propositions de changement qui, pour la plupart, émanaient directement des consultations. L'objectif de la Commission était d'identifier tant les avenues de consensus que les divergences potentielles. Environ 250 personnes ont assisté à ces discussions publiques, lesquelles étaient également diffusées en direct sur Internet.

Le bilan de ces travaux inclut 39 jours de consultation publique, environ 1 800 participations aux audiences et forums de discussion, 303 mémoires déposés (répartition régionale au tableau A1.2) et plus de 3 000 recommandations transmises à la Commission. Considérant la valeur de ces témoignages, prises de position et propositions, une version électronique de chacun de ces documents a été déposée dans le site Internet de la Commission (disponibles jusqu'en décembre 2005). Une copie électronique de tous ces fichiers a également été transmise au ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs pour être consultée au besoin (Bibliothèque ministérielle).

**Tableau A1.1 Calendrier des consultations publiques de la Commission**

▼ DATES	▼ RÉGION	▼ LIEU
15-16 avril	Mauricie	Shawinigan
20-21 avril	Bas-Saint-Laurent	Rimouski
26 avril	Communautés Anishnabe	Lac Simon
27 au 30 avril	Abitibi-Témiscamingue	Guérin et Amos
4-5 mai	Outaouais	Gatineau
6-7 mai	Laurentides	Mont-Laurier
11-12 mai	Capitale-Nationale	Québec
19 mai	Communautés Atikamekw	Wemotaci
20-21 mai	Chaudière-Appalaches	Lac-Etchemin
25 au 27 mai	Saguenay – Lac-Saint-Jean	Saint-Félicien
1 au 3 juin	Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	Maria et Sainte-Anne-des-Monts
8-9 juin	Lanaudière	Saint-Jean-de-Matha
10-11 juin	Estrie, Centre-du-Québec, Montérégie	Magog
14 juin	Communautés Innues	Pessamit
15-16 juin	Côte-Nord	Baie-Comeau
17-18 juin	Nord-du-Québec	Chibougamau
23-24, 26-27 août	Organismes de nature provinciale ou multirégionale	Québec
25 août	Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador	Communauté huronne de Wendake
1-2 septembre	Table ronde sur la gestion des forêts québécoises	Montréal

**Tableau A1.2 Répartition régionale des mémoires déposés à la Commission**

▼ RÉGIONS ADMINISTRATIVES	▼ NOMBRE DE MÉMOIRES
01 ▶ Bas-Saint-Laurent	20
02 ▶ Saguenay – Lac-Saint-Jean	31
03 ▶ Capitale-Nationale	23
04 ▶ Mauricie	24
05 ▶ Estrie	15
06 ▶ Montréal	0
07 ▶ Outaouais	19
08 ▶ Abitibi-Témiscamingue	25
09 ▶ Côte-Nord	18
10 ▶ Nord-du-Québec	12
11 ▶ Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	16
12 ▶ Chaudière-Appalaches	6
13 ▶ Laval	0
14 ▶ Lanaudière	9
15 ▶ Laurentides	22
16 ▶ Montérégie	3
17 ▶ Centre-du-Québec	0
<b>Sous-total</b>	<b>243</b>
Mémoires déposés lors des consultations tenues à Québec (23 au 27 août)	60
<b>Total</b>	<b>303</b>

## Accessibilité et transparence

Par souci de transparence, la Commission a mis l'accent sur l'accessibilité des documents et du contenu des discussions tout au long de ses travaux.

Les textes ont été affichés sur le site Internet ([www.commission-foret.qc.ca](http://www.commission-foret.qc.ca)) au fur et à mesure de leur disponibilité, y compris les documents d'informations émanant du Ministère et d'autres instances gouvernementales, de même que tous les mémoires déposés dans le cadre des consultations publiques. Cette transparence a permis aux intervenants de confronter leurs idées, et à la Commission de tester diverses hypothèses permettant de réconcilier certains points de vue a priori divergents.

En cours de travaux, la Commission a par ailleurs développé une base de données qui permet de colliger l'ensemble des recommandations reçues selon différents critères : par thème, par type d'organisme et par région (cf. Annexe 2). Cet outil de recherche, qui a été diffusé dès la fin des consultations en septembre, a d'abord été conçu pour s'assurer que toutes les propositions transmises à la Commission seraient dûment considérées. En facilitant l'accès à cette base de données par le biais du cédérom qui accompagne le présent rapport, la Commission espère susciter d'autres types d'analyse.

Pour assurer un accès complet aux échanges, la Commission a aussi innové en diffusant la majorité des audiences, en direct ou en différé, à partir de son site Internet. Les relevés indiquent que des centaines d'internautes en ont profité. Il a d'ailleurs été fort intéressant de constater que cette approche a permis de faire évoluer les prises de positions des participants lors des consultations, chacune s'enrichissant des discussions tenues lors des rencontres précédentes. Les bandes audio électroniques ont été transmises au Ministère pour être consultées et on peut y avoir accès sur demande (Bibliothèque ministérielle).

Le site Internet a donc été un lieu très actif d'échanges. Sans compter les quelque 54 000 visites sur le site, la Commission a reçu environ 1850 commentaires par courriel. Lorsqu'il s'agissait d'opinions, tant sur le régime forestier que sur les travaux ou les documents de la Commission, celles-ci ont été affichées sur le site. Une revue de presse a par ailleurs été compilée et transmise au Ministère où elle est conservée.

## Analyses particulières commandées par la Commission

Dans le cadre de ses travaux, la Commission a accordé quelques mandats à des spécialistes externes pour analyser certaines problématiques particulières liées à la gestion des forêts publiques québécoises (Tableau A1.3). Les résultats de ces études, à caractère plus scientifique et technique, ont permis d'alimenter les réflexions et d'en dégager certaines recommandations.

En préparation aux consultations dans les régions, la Commission a par ailleurs demandé à des organismes du milieu ou à des consultants de préparer et de présenter des portraits régionaux du milieu forestier et de sa gestion. Ces portraits ont notamment permis de cerner plus rapidement les enjeux propres à chaque région.

Tous ces documents sont disponibles sur le cédérom qui accompagne le présent rapport de même que sur le site Internet [www.commission-foret.qc.ca](http://www.commission-foret.qc.ca) (jusqu'en décembre 2005). Ils ont également été transmis au Ministère et peuvent être consultés au besoin. Il est important de noter que leur contenu n'engage que leur(s) auteur(s).

**Tableau A1.3 Études scientifiques et techniques commandées par la Commission**

<b>▼ TITRE DE L'ÉTUDE</b>	<b>▼ MANDATAIRE</b>
<i>Bilan sommaire des consultations publiques des dernières années concernant la gestion des forêts publiques québécoises</i>	Groupe Créa inc.
<i>Comparaison des politiques et des normes d'aménagement forestier entre le Québec, différentes provinces canadiennes, quelques états américains et la Finlande</i>	Christian Messier et Alain Leduc, Groupe de recherche en écologie forestière interuniversitaire, UQAM, et autres collaborateurs
<i>Gestion de la forêt publique québécoise et modes d'allocation de la matière ligneuse avant 1986</i>	Michel Duchesneau
<i>Analyse des problématiques sur les calculs de la possibilité forestière</i>	CERFO
<i>Étude sur la sensibilité des calculs de la possibilité forestière à rendement soutenu en relations avec certains intrants et hypothèses forestières</i>	Groupe Optivert
<i>La forêt naturelle du Québec : un survol</i>	Daniel Gagnon, Groupe de recherche en écologie forestière interuniversitaire, UQAM
<i>Le paysage comme composante de la gestion intégrée des ressources et des territoires : problématiques, enjeux et méthodes de prise en compte</i>	Gérald Domon, Université de Montréal
<i>Enquête sur la participation publique à la gestion des forêts dans certaines régions du Québec</i>	Solange Nadeau, Service canadien des forêts, Ressources naturelles Canada

## Une panoplie de sources

En plus de tous les mémoires déposés lors des consultations, dont plusieurs comportaient des données courantes ou des perspectives historiques très utiles, la Commission a pu compter sur de nombreux documents de référence et avis scientifiques qui, dans certains cas, étaient le fruit de travaux majeurs de réflexion réalisés par des spécialistes. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une liste exhaustive, il convient de mentionner les ouvrages suivants :

- ▶ *Rapport préliminaire sur l'évolution de la forêt du Québec méridional des années 1970 aux années 1990.*  
Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs, Octobre 2004.
- ▶ *Bâtir une forêt pour l'avenir. La politique forestière.*  
Ministère de l'Énergie et des Ressources. Juin 1985.
- ▶ *Rapport à l'Assemblée nationale pour l'année 2001-2002, tome II.*  
Vérificateur général du Québec. 2002.
- ▶ *Document d'information sur la gestion de la forêt publique pour l'usage de la Commission d'étude scientifique, technique, publique et indépendante chargée d'examiner la gestion des forêts du domaine de l'État.*  
Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs. Novembre 2003.
- ▶ *Mise à jour du régime forestier – Bilan – Enjeux – Orientations.*  
Ministère des Ressources naturelles. 1998.
- ▶ *Mise à jour du régime forestier – Synthèse des consultations.*  
Ministère des Ressources naturelles. 1998.
- ▶ *Plan d'action du MRNFP au regard des recommandations du Vérificateur général du Québec, déposé à la Commission parlementaire sur l'administration publique.*  
Ministère des Ressources naturelles. Février 2003.
- ▶ *La gestion des ressources du milieu forestier habité.*  
Rapport du groupe de travail interministériel sur la forêt habitée. Juin 1996.
- ▶ *Intensification de l'aménagement forestier au Québec – État des travaux et des réflexions.*  
Comité national sur l'intensification de l'aménagement forestier. 2004.
- ▶ *Analyse sommaire des écarts entre la planification et la réalisation des travaux sylvicoles – Horizon des PGAF en vigueur – Constats et recommandations.*  
Comité national sur l'intensification de l'aménagement forestier. Juillet 2004.
- ▶ *Les effets réels des coupes de jardinage dans les forêts publiques du Québec de 1995 à 1998.*  
Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs. 2004.
- ▶ *Rapport du Comité scientifique chargé d'examiner le calcul de la possibilité forestière.*  
Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs. Septembre 2004.
- ▶ *Développement de la main d'œuvre en aménagement forestier.*  
Comité sectoriel de main d'œuvre en aménagement forestier. 2001.
- ▶ *Le traitement d'éclaircie précommerciale pour le groupe de production prioritaire SEPM. 2002; Éclaircie commerciale pour le groupe de production prioritaire SEPM. 2003; Coupe avec protection des petites tiges marchandes. 2002; Aménagement de peuplements de structure inéquienne pour la production de bouleau jaune. 2003.*  
Comité consultatif scientifique du Manuel d'aménagement forestier,  
Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs.
- ▶ *Rapport sur l'état de la forêt publique au Bas-Saint-Laurent.*  
Observatoire de la foresterie du Bas-Saint-Laurent. Juin 2003.
- ▶ *Ressources et industries forestières - Portrait statistique, édition 2003.*  
Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs.
- ▶ *Rapport d'étape du comité MRN – Industries, Impacts des mesures introduites ou envisagées par le gouvernement du Québec sur l'industrie forestière québécoise.*  
Ministère des Ressources naturelles. Septembre 2002.

## Une collaboration de plusieurs ministères

La Commission a par ailleurs bénéficié de la collaboration de diverses instances gouvernementales, tout particulièrement du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs, de la Société de la Faune et des Parcs du Québec (intégrée au Ministère depuis le 30 juin 2004, sous le nom de Faune Québec) et du ministère de l'Environnement.

Tout au long des travaux, diverses rencontres avec des professionnels du gouvernement ont permis le relais d'informations qui ont grandement facilité la compréhension et l'analyse des enjeux et des mécanismes actuels de gestion. Le point de départ a été la présentation, aux membres de la Commission, du *Document d'information sur la gestion de la forêt publique* préparé par le Ministère. Par ailleurs, un grand nombre d'études et de rapports, tantôt déjà disponibles, tantôt préparés sur demande par différents ministères, ont été remis à la Commission. Dans la majorité des cas, ces documents ont aussi été diffusés sur le site Internet.

Il est important de souligner l'importante contribution du Ministère à la réalisation des portraits forestiers régionaux. Pour chaque région du Québec, ces documents inédits donnent le portrait général de la région en décrivant le territoire, le contexte social et environnemental et le contexte économique. On y trouve également des informations sur l'état des forêts publiques, l'évolution des volumes de matière ligneuse et de la récolte, les travaux sylvicoles, les forêts privées de même qu'une description des grands enjeux régionaux, des activités d'aménagement forestier, et des mesures de suivi et de contrôle des interventions en forêt. Ces portraits sont disponibles sur le site Internet du Ministère ([www.mrnfp.gouv.qc.ca](http://www.mrnfp.gouv.qc.ca)) ainsi que sur le cd-rom qui accompagne ce rapport.

## Des visites en forêt

Dans le cadre de leur mandat, les membres de la Commission ont tenu à faire des visites sur le terrain afin de bien saisir diverses facettes du milieu forestier et de son aménagement, tant en forêt boréale qu'en forêt mixte et feuillue. Ces visites ont eu lieu au nord du lac Saint-Jean, au nord de La Tuque, dans le secteur Mont-Laurier - Maniwaki, à Duchesnay et en Estrie. Quelques usines de pâtes et papiers et de première et deuxième transformation du bois ont aussi été visitées. Par ailleurs, des rencontres dans le Nord-Est des États-Unis et en Ontario ont permis de comparer certains systèmes et outils de gestion et d'aménagement forestier avec ceux en usage au Québec.

## L'équipe et le budget de la Commission

La *Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise*, dont le mandat se termine avec la remise du présent rapport, était une structure autonome et indépendante. Elle était composée de huit membres (président, commissaires et secrétaire général) appuyés par un personnel professionnel, administratif et de soutien.

Pour ses travaux s'échelonnant d'octobre 2003 à décembre 2004, la Commission disposait d'un budget de 3,8 millions de dollars. Ce budget couvrait les coûts associés au fonctionnement, aux tournées de consultations, aux analyses et aux mandats d'études scientifiques et techniques. Pour certains aspects, un soutien technique et administratif a été fourni par le Ministère. Les travaux ont été menés à partir du bureau principal situé à Québec et d'un second, à Montréal.

## L'équipe de la Commission

### ▼ Les membres de la Commission

Guy Coulombe	Président
Jean Huot, biologiste, Ph.D.	Vice-président
Jules Arsenaault, MBA	Commissaire
Éric Bauce, ing.f., Ph.D.	Commissaire
Jean-Thomas Bernard, économiste, Ph.D.	Commissaire
André Bouchard, biologiste, Ph.D.	Commissaire
Marie Anik Liboiron, ing.f.	Commissaire
Gérard Szaraz, ing.f., M.Sc., M.A.P.	Secrétaire général

### ▼ Le personnel de la Commission

Karine Beaudin	Téléphoniste-réceptionniste
Alexandre Boursier, ing.f.	Analyste
Guillaume Couture, ing.f.	Analyste
Gino Desrosiers	Agent d'information et de communication
Cynthia Doiron, ing.f.	Analyste
Jean-Olivier Ferron	Conseiller en analyse économique, financière et régionale
Anne Gaudreault	Adjointe au secrétaire général
Michel Grignon	Directeur de la recherche
Nicolas Laflamme, ing.f.	Analyste
France Pelletier	Coordonnatrice aux consultations publiques
Paule Têtu, ing.f., M.Sc.	Directrice à l'information et aux communications
Danielle Vigeant	Agente de secrétariat

## Liste des personnes et organismes ayant déposé des mémoires, par région

### ▼ Abitibi-Témiscamingue

- ▶ Abitibi-Consolidated (Division Québec Ouest)
- ▶ Action boréale de l'Abitibi-Témiscamingue
- ▶ Anicinapek de Kitcisakik
- ▶ Association des gestionnaires de zecs de l'Abitibi-Témiscamingue
- ▶ Association des trappeurs du Témiscamingue
- ▶ Association forestière de l'Abitibi-Témiscamingue
- ▶ Baril, François, ing. f.
- ▶ Caron, Roger, Amos
- ▶ Chaire industrielle en aménagement forestier durable et  
Groupe de recherche en écologie forestière interuniversitaire
- ▶ Commonwealth Plywood Itée (Témiscamingue)
- ▶ Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue
- ▶ Coopératives forestières de l'Abitibi-Témiscamingue
- ▶ Domtar
- ▶ Groupe de professionnels forestiers des régions 07, 08 et 10
- ▶ Industries Norbord
- ▶ MRC d'Abitibi

- ▶ MRC d'Abitibi-Ouest
- ▶ MRC de Témiscamingue
- ▶ Serres coopératives de Guyenne
- ▶ Société des établissements de plein air du Québec (Abitibi-Témiscamingue)
- ▶ Table régionale d'orientation en gestion intégrée des ressources du milieu forestier
- ▶ Tembec industries inc.
- ▶ Ville de Senneterre et Corporation de développement économique de Senneterre
- ▶ Ville de Ville-Marie
- ▶ Wolf Lake First Nation

### ▼ **Bas-Saint-Laurent**

- ▶ Agence régionale de mise en valeur des forêts privées du Bas-Saint-Laurent
- ▶ Auclair, Jean-Pierre; Bélanger, Valérie; Lavoie, Caroline et Nadeau, Émilie; étudiants
- ▶ Blanchet, Bertrand, évêque de Rimouski
- ▶ Bois d'œuvre Cédrico inc.
- ▶ Bowater
- ▶ Comité d'étude sur les ressources forestières
- ▶ Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent
- ▶ Deschamps, Raymond, producteur forestier
- ▶ Fédération des organismes de gestion en commun du Bas-Saint-Laurent
- ▶ Forêt modèle du Bas-Saint-Laurent
- ▶ Groupe faune du Bas-Saint-Laurent
- ▶ Industriels de sciage de peupliers du Bas-Saint-Laurent
- ▶ MRC de la Matapédia
- ▶ MRC de Matane
- ▶ Otis, Léonard
- ▶ Pitre, Ralph, ing. f.
- ▶ Première Nation Malécite de Viger
- ▶ Syndicat des producteurs de bois de la Côte-du-Sud
- ▶ Syndicat des producteurs forestiers du Bas-Saint-Laurent
- ▶ Travailleurs sylvicoles à l'emploi des groupements forestiers du Bas-Saint-Laurent

### ▼ **Capitale-Nationale**

- ▶ Abitibi-Consolidated (Région Québec-Est, Forêt Charlevoix)
- ▶ Alvarez, Éric, ing. f.
- ▶ Amis de la Terre
- ▶ Association des étudiants de foresterie de l'Université Laval
- ▶ Association forestière Québec métropolitain
- ▶ Bérubé, François, étudiant
- ▶ CLD de la MRC de Charlevoix-Est, collège électoral « forêt-environnement »
- ▶ Comité de protection de l'environnement de Québec
- ▶ Conseil régional de l'environnement - Région de la Capitale-Nationale
- ▶ Corporation d'aménagement et de protection de la Sainte-Anne
- ▶ Cossette, Yves
- ▶ Dubois, Pierre, ing. f.
- ▶ Duchesne, André, ing. f.
- ▶ Gagné, Gérald, ing. f.
- ▶ Guay, Edgar
- ▶ Lamarre, Jean-François, ing. f. et étudiant-chercheur

- ▶ Lemieux, Gilles, professeur
- ▶ Lemieux, Guy, écologue forestier
- ▶ Michon, Léo, ing. f.
- ▶ RÉITERRA
- ▶ Société des établissements de plein air du Québec (Capitale-Nationale)
- ▶ Syndicat des propriétaires forestiers de la région de Québec
- ▶ Tremblay, Nicol, ing. f.

### ▼ Chaudière-Appalaches

- ▶ Agences de mise en valeur des forêts privées des Appalaches et de la Chaudière
- ▶ Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches
- ▶ Global Teq International inc.
- ▶ Groupements forestiers (7) de la région Chaudière-Appalaches
- ▶ Société de gestion du parc régional Massif du Sud
- ▶ Syndicat des producteurs de bois de la Beauce

### ▼ Côte-Nord

- ▶ Abitibi-Consolidated (Région Québec-Est, Côte-Nord)
- ▶ Association des chasseurs et pêcheurs de Manic-Outardes et Blouin, Yan
- ▶ Association des producteurs de bleuets de la Côte-Nord
- ▶ Boisaco
- ▶ Brisson, Geneviève, anthropologue
- ▶ Carrefour recherche et développement forestier de la Côte-Nord
- ▶ Conférence régionale des élus de la Côte-Nord
- ▶ Conférence régionale des élus de la Côte-Nord en collaboration avec des centres locaux de développement, des municipalités régionales de comté et des chambres de commerce de la Côte-Nord
- ▶ Conseil régional de l'environnement de la Côte-Nord
- ▶ Conseil tribal Mamuitun mak Nutashkuan
- ▶ Coopérative forestière La Nord-Côtière
- ▶ Département de technologie forestière du Cégep de Baie-Comeau
- ▶ Kruger inc.
- ▶ MRC de la Haute-Côte-Nord
- ▶ MRC de Minganie
- ▶ Nord Forêt inc. et Association des entrepreneurs en travaux sylvicoles du Québec
- ▶ Ressources Manicor inc.
- ▶ Société des établissements de plein air du Québec (Côte-Nord)

### ▼ Estrie, Centre-du-Québec et Montérégie

- ▶ Agence forestière de la Montérégie
- ▶ Association forestière des Cantons-de-l'Est
- ▶ Billots Sélect Mégantic
- ▶ Conseil régional de l'environnement de l'Estrie
- ▶ Corridor Appalachien
- ▶ Dépôt, Pierre
- ▶ Desaulniers, André
- ▶ Forêt habitée du mont Gosford

- ▶ Fournier, Luc
- ▶ Groupements forestiers (5) de la région des Cantons-de-l'Est
- ▶ Kilburn, Peter M.
- ▶ Mouvement écologique du Haut-Richelieu
- ▶ MRC du Granit
- ▶ MRC du Haut-Saint-François
- ▶ Pourvoirie Club César et pourvoirie du lac Marie
- ▶ Sirois, Gaëtan, ing. f.
- ▶ Syndicat des producteurs de bois de l'Estrie
- ▶ Truax, Benoit, Ph.D. et Gagnon, Daniel, Ph.D.

### ▼ **Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**

- ▶ Absolu aventure
- ▶ Association coopérative forestière de Saint-Elzéar
- ▶ Association coopérative forestière régionale de la Gaspésie
- ▶ Comité de bassin de la rivière Mont-Louis
- ▶ Comité de réflexion sur la forêt publique de la Gaspésie
- ▶ Conférence régionale des élus de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
- ▶ Consortium pour le développement durable de la forêt gaspésienne
- ▶ Côté, Léo, Sainte-Anne-des-Monts
- ▶ Département de technologie forestière du Cégep de la Gaspésie et des Îles
- ▶ Fédération des groupements forestiers de la Gaspésie
- ▶ Forêt habitée Le Pré
- ▶ Gestionnaires de rivières à saumons du Québec
- ▶ MRC de La Haute-Gaspésie
- ▶ Société des établissements de plein air du Québec (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine)
- ▶ Syndicat des producteurs de bois de la Gaspésie
- ▶ Tembec industries inc.

### ▼ **Lanaudière**

- ▶ Agence régionale de mise en valeur des forêts privées de Lanaudière
- ▶ Caya, Éric, ing. f. et Massicotte, Claude, ing. f.
- ▶ Foresterie Saint-Donat
- ▶ Landry, Suzanne
- ▶ Louisiana Pacific Canada (Division Québec - Maniwaki et Saint-Michel-des-Saints)
- ▶ MRC de Matawinie
- ▶ Myco-Forestis corporation
- ▶ Syndicat des producteurs de bois de la région de Montréal
- ▶ Zecs de Lanaudière

### ▼ **Laurentides**

- ▶ Association des intervenants forestiers des Hautes-Laurentides
- ▶ Association des pourvoiries Laurentides
- ▶ Association des résidants des lacs des Cornes, Pérodeau et Vaillant
- ▶ Association régionale des trappeurs Laurentides-Labelle
- ▶ Aubé, Claude
- ▶ Biofilia, consultants en environnement
- ▶ Centre de services aux réseaux d'entreprises du secteur forestier

- ▶ Claude Forget inc. et Max Meilleur et fils ltée
- ▶ CLD de la MRC d'Antoine-Labelle
- ▶ Comité de stratégie des ouvriers sylvicoles
- ▶ Commonwealth Plywood ltée (Laurentides)
- ▶ Conseil régional de l'environnement des Laurentides
- ▶ Coopérative forestière des Hautes-Laurentides
- ▶ Falardeau, Marcelle; Labbé, Jean-Michel; Laguë, Mark et Lord, Dominic, ingénieurs forestiers
- ▶ Laboratoire d'expérimentation d'activités d'harmonisation des usages multiples de la forêt dans un contexte récréotouristique
- ▶ MRC d'Antoine-Labelle
- ▶ Régionale des zecs des Hautes-Laurentides
- ▶ Scierie Carrière
- ▶ Société des établissements de plein air du Québec (Laurentides)
- ▶ Syndicat des producteurs de bois Outaouais-Laurentides
- ▶ Syndicat des producteurs forestiers de Labelle
- ▶ Table ad hoc Forêt Hautes-Laurentides

### ▼ **Mauricie**

- ▶ Association chasse et pêche fléchée
- ▶ Association des pourvoires de la Mauricie
- ▶ Association forestière de la vallée du Saint-Maurice
- ▶ Association régionale des gestionnaires de zecs de la Mauricie
- ▶ Commonwealth Plywood ltée (Mauricie)
- ▶ Conférence régionale des élus de la Mauricie
- ▶ Conseil régional de l'environnement Mauricie
- ▶ Dancause, Alain, ing. f.
- ▶ École forestière La Tuque
- ▶ Kruger inc.
- ▶ Mc Murray, Carl
- ▶ Montpetit, Luc
- ▶ Mouvement vert Mauricie
- ▶ MRC de Maskinongé
- ▶ Pampev inc. et Reboisement Mauricie inc.
- ▶ Pourvoirie Club Hosanna
- ▶ Pourvoirie du lac Oscar inc.
- ▶ Regroupement d'industriels de la région 04
- ▶ Société d'aménagement et de mise en valeur du bassin de la Batiscan
- ▶ Société des établissements de plein air du Québec (Mauricie)
- ▶ Syndicat des producteurs de bois de la Mauricie
- ▶ Table de concertation sur la recherche forestière en Mauricie
- ▶ Tardif, Marie-Louise
- ▶ Ville de La Tuque

### ▼ **Nord-du-Québec**

- ▶ Association forestière du Saguenay–Lac-Saint-Jean (Chibougamau-Chapais)
- ▶ Barrette-Chapais ltée
- ▶ Chantiers Chibougamau ltée
- ▶ Comité consultatif de l'environnement Kativik
- ▶ Conférence régionale des élus de la Baie-James
- ▶ Domtar
- ▶ Groupe faune régional du Nord-du-Québec

- ▶ Localité de Radisson
- ▶ Municipalité de Baie-James
- ▶ Syndicat des Métallos 8644 de Chibougamau
- ▶ Ville de Chibougamau
- ▶ Ville de Lebel-sur-Quévillon

## ▼ **Outaouais**

- ▶ Action Forêt Outaouais
- ▶ Armstrong Dalgaard, Paula, écologiste forestière
- ▶ Association régionale Zeco inc.
- ▶ Barrette, Vincent ing. f.
- ▶ Bhérier, Dominique
- ▶ Bowater
- ▶ CLD de Pontiac et MRC de Pontiac
- ▶ Commonwealth Plywood Ltée (Outaouais)
- ▶ Conférence régionale des élus de l'Outaouais
- ▶ Conseil régional de l'environnement et du développement durable de l'Outaouais
- ▶ Consortium d'organismes de la Vallée-de-la-Gatineau
- ▶ Demers, Jacques
- ▶ Forêt vive
- ▶ Institut québécois d'aménagement de la forêt feuillue
- ▶ MC forêt inc. et Lauzon Ressources forestières inc.
- ▶ Société des établissements de plein air du Québec (Outaouais)
- ▶ Société pour la nature et les parcs du Canada (section Vallée de l'Outaouais)
- ▶ Syndicat des producteurs de bois Outaouais-Laurentides
- ▶ Tembec industries inc.

## ▼ **Saguenay–Lac-Saint-Jean**

- ▶ Abitibi-Consolidated (Région Québec Centre, Forêt Saguenay–Lac-Saint-Jean)
- ▶ Agences régionales de mise en valeur des forêts privées du Saguenay et du Lac-Saint-Jean
- ▶ Association des éleveurs de bovins de boucherie du Saguenay–Lac-Saint-Jean–Côte-Nord
- ▶ Association forestière du Saguenay–Lac-Saint-Jean
- ▶ Association régionale de développement unifié et Alliance autochtone Dolbeau-Mistassini
- ▶ Bowater
- ▶ Centrale des syndicats démocratiques
- ▶ Comité de l'environnement de Chicoutimi
- ▶ Conférence régionale des élus du Saguenay–Lac-Saint-Jean
- ▶ Conseil régional de l'environnement et du développement durable du Saguenay–Lac-Saint-Jean
- ▶ Conseils régionaux FTQ du Saguenay–Lac-Saint-Jean et du Haut du Lac-Saint-Jean–Chibougamau-Chapais, en partenariat avec le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP)
- ▶ Coopératives forestières du Saguenay–Lac-Saint-Jean
- ▶ E. Forêt inc. et Association des entrepreneurs en travaux sylvicoles du Québec
- ▶ Fonds de la recherche forestière du Saguenay–Lac-Saint-Jean
- ▶ Groupe Nokamic inc. et Association des entrepreneurs en travaux sylvicoles du Québec
- ▶ Laboratoire d'écologie et de physiologie végétale de l'Université du Québec à Chicoutimi
- ▶ Lapointe, David, étudiant
- ▶ Louisiana-Pacific Canada (Division Québec - Chambord)

- ▶ MRC de Maria-Chapdelaine
- ▶ MRC du Fjord-du-Saguenay
- ▶ Partenaires pour le développement forestier durable des communautés de Charlevoix et du Bas-Saguenay
- ▶ Pépinière Boucher
- ▶ Regroupement régional des gestionnaires de zecs du Saguenay–Lac-Saint-Jean
- ▶ Réseau des scieries indépendantes du Saguenay–Lac-Saint-Jean
- ▶ Sani-Terre inc.
- ▶ SFK Pâte
- ▶ Société de gestion environnementale Dolbeau-Mistassini
- ▶ Syndicat des producteurs de bois du Saguenay–Lac-Saint-Jean
- ▶ Trottier, Denis
- ▶ Ville de Normandin
- ▶ Ville de Saguenay

## **Consultation des organismes de nature provinciale ou multirégionale**

- ▶ Action pour la protection des forêts du Québec
- ▶ Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador
- ▶ Association déroulage et sciage de feuillus du Québec
- ▶ Association des biologistes du Québec
- ▶ Association des consultants en foresterie du Québec
- ▶ Association des entrepreneurs en travaux sylvicoles du Québec
- ▶ Association des fabricants de meubles du Québec
- ▶ Association des mesureurs de bois licenciés de la province de Québec
- ▶ Association des propriétaires de machineries forestières du Québec
- ▶ Association des aménagistes régionaux du Québec
- ▶ Bureau de promotion des produits forestiers du Québec (Q-WEB)
- ▶ Canards illimités
- ▶ Commonwealth Plywood Ltée
- ▶ Conférence des coopératives forestières du Québec
- ▶ Conférence religieuse canadienne
- ▶ Conférences régionales des élus des régions ressources du Québec
- ▶ Conseil de l'industrie forestière du Québec
- ▶ Conseil de la Nation Attikamekw
- ▶ Conseil de la recherche forestière du Québec
- ▶ Étudiants-chercheurs du Groupe de recherche en écologie forestière interuniversitaire (GREFI)
- ▶ Faculté de foresterie et de géomatique de l'Université Laval
- ▶ Fédération des pourvoiries du Québec
- ▶ Fédération des trappeurs gestionnaires du Québec
- ▶ Fédération québécoise de la faune
- ▶ Fédération québécoise des gestionnaires de zecs
- ▶ Fédération québécoise des municipalités
- ▶ Fédération québécoise du canot et du kayak
- ▶ Fédération québécoise pour le saumon atlantique
- ▶ Greenpeace
- ▶ Jardin botanique de Montréal
- ▶ Micmac de Gespeg
- ▶ Mongeon, Michel, conseiller en aménagement du territoire et en développement régional
- ▶ Nation huronne-wendat

- ▶ Office des producteurs de plants du Québec
- ▶ Ordre des ingénieurs forestiers du Québec
- ▶ Ordre des technologues professionnels du Québec
- ▶ Pôle Québec Chaudière-Appalaches
- ▶ Première Nation de Timiskaming
- ▶ Premières Nations de Mamit Innuat
- ▶ Regroupement des associations forestières régionales du Québec
- ▶ Regroupement des locataires des terres publiques inc.
- ▶ Regroupement des sociétés d'aménagement forestier du Québec (RESAM)
- ▶ Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec
- ▶ Regroupement québécois des organismes de concertation régionale de transfert et de recherche forestière
- ▶ Réseau Ligniculture Québec
- ▶ Réseau québécois des groupes écologistes
- ▶ Sierra Club du Canada - Québec
- ▶ Smurfit-Stone
- ▶ Société de protection des forêts contre les insectes et les maladies
- ▶ Société des établissements de plein air du Québec
- ▶ Société pour la nature et les parcs du Canada (SNAP) et Fonds mondial pour la nature Canada (WWF)
- ▶ Solidarité rurale du Québec
- ▶ Syndicat de la fonction publique du Québec
- ▶ Syndicat des producteurs de bleuets du Québec
- ▶ Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec
- ▶ Union des producteurs agricoles et Fédération des producteurs de bois du Québec
- ▶ Union paysanne
- ▶ Union québécoise pour la conservation de la nature
- ▶ Université du Québec
- ▶ Wyatt, Stephen, Ph.D.



## ANNEXE 2

# Un outil d'analyse des recommandations soumises à la Commission

Dans le cadre de ses consultations, la *Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise* a reçu 303 mémoires et avis techniques de la part d'organismes, d'entreprises et d'individus provenant de toutes les régions du Québec. Ces documents, qui couvrent toute la gamme des enjeux liés à la gestion des forêts québécoises, incluent de nombreuses descriptions des systèmes et des modes actuels de gestion, une multitude de données et plusieurs éléments qui fournissent une perspective historique fort intéressante. Ils contiennent également plus de 3 000 recommandations, les unes de portée plus globale, les autres, plus précises ou techniques.

En cours de travaux, la Commission a développé un outil de recherche qui permet de colliger l'ensemble des recommandations reçues selon différents critères (par thème, par type d'organisme, par région). Cette base de données a d'abord été conçue pour s'assurer que toutes les propositions déposées lors des consultations seraient dûment considérées dans le contexte du mandat de la Commission. Son utilité dépasse cependant cet objectif puisque les informations qu'on y retrouve et sa convivialité en font un instrument d'analyse pour quiconque s'intéresse à l'évolution des opinions ou des points de vue sur la gestion des forêts du Québec. En mettant cette base de données à la disponibilité du public, la Commission espère susciter d'autres analyses, notamment sur l'évolution des valeurs associées aux forêts ou l'impact des décisions de gestion sur la qualité de vie de tous les Québécoises et Québécois.

On peut télécharger la base de données à partir du site Internet [www.commission-foret.qc.ca](http://www.commission-foret.qc.ca) (jusqu'en décembre 2005). Elle est également disponible sur le cédérom qui accompagne le présent rapport.

## Comment utiliser cet outil de recherche

La base de données fonctionne à partir du logiciel *Microsoft Access* (version 2000 ou plus récente).

Chacune des recommandations soumises à la Commission a été classée sous l'un ou l'autre des 45 thèmes retenus, lesquels ont été groupés en quatre catégories (Tableau A2.1). Trois types de rapport peuvent être créés (Tableau A2.2). Pour chacun d'eux, il est possible de trier l'information par thème, par région et par type d'organisme. Une fonction permet également de décider si le rapport généré doit contenir les recommandations déposées par les régions ou seulement celles issues des organismes de nature provinciale. Selon sa teneur, une même recommandation a pu être classée sous plus d'un thème.

**Tableau A2.1 Liste des catégories et des thèmes utilisés**

▼ CATÉGORIES	▼ THÈMES
01 ▶ Connaissances du capital forestier	1. État actuel des forêts 2. Possibilité ligneuse 3. Recherche 4. Inventaires 5. Vulgarisation forestière
02 ▶ Aménagement des ressources du milieu forestier (gestion opérationnelle)	6. Objectifs et stratégies d'aménagement 7. Rôles et responsabilités 8. Participation du public 9. Harmonisation des usages et gestion intégrée des ressources  Mise en valeur et aménagement 10. Forêt résineuse 11. Forêt feuillue et mixte 12. Produits forestiers non ligneux et récréotourisme 13. Habitats fauniques 14. Eau et sols 15. Paysages  16. Plans d'aménagement 17. Outils de planification 18. Travaux d'aménagement 19. Aires protégées 20. Protection des forêts 21. Chemins forestiers et municipaux 22. Travailleurs forestiers 23. Mesurage 24. Contrôles 25. Suivis à court et long terme
03 ▶ Cadre et modes de gestion (gestion stratégique)	26. Processus décisionnel 27. Transparence et imputabilité 28. Chef forestier 29. Certification forestière 30. Professionnels de la forêt 31. Mode de tenure forestière 32. Cadre normatif 33. Décentralisation des décisions d'aménagement 34. Gestion axée sur les résultats 35. Intensité de l'aménagement 36. Échelle territoriale 37. Forêt privée 38. Redevances 39. Allocation, attributions et mouvements des bois 40. Développement de l'industrie 41. Développement durable 42. Coordination intersectorielle 43. Commerce international
04 ▶ Autres	44. Autochtones 45. Vision

**Tableau A2.2 Types de rapports générés**

<b>▼ TYPES DE RAPPORTS</b>	<b>▼ INFORMATION</b>
<b>1 ▶ Grille sommaire</b>	<b>Présente la liste des thèmes abordés par chacun des organismes ayant soumis un mémoire.</b>
<b>2 ▶ Synthèse générale</b>	<b>Indique le nombre d'organismes ayant abordé chacun des thèmes.</b>
<b>3 ▶ Résumé des recommandations</b>	<b>Présente les recommandations de chaque organisme, telles que libellées dans les mémoires déposés à la Commission (sans correction de syntaxe ou de format).</b>



## Description des processus actuels de gestion

La gestion des forêts a évolué au fil du temps en fonction des besoins et des valeurs de la société et des connaissances en matière forestière, faunique et environnementale. À ce chapitre, le cheminement du Québec n'est pas différent de celui des autres provinces canadiennes.

De manière générale, l'évolution de la politique forestière au Canada et au Québec peut être divisée en cinq grandes périodes : une première où l'exploitation forestière était non réglementée; une seconde où les provinces ont mis en place des mécanismes leur assurant le versement d'un « juste » niveau de redevances; une troisième où ont été adoptées les premières mesures destinées à assurer la pérennité de la ressource; une quatrième où les concepts d'aménagement de la forêt ont été pris en compte; et une cinquième où les mécanismes de gestion de la forêt ont été progressivement ajustés pour tenir compte des considérations environnementales et des autres utilisateurs de la forêt.<sup>1</sup>

Le régime forestier du Québec est encadré tant sur le plan légal, que réglementaire et normatif. Cette annexe présente sommairement les principales composantes de cet encadrement.

### ▼ Le cadre législatif

#### *Loi sur les forêts*

Adoptée en 1986 et amendée à plusieurs reprises (six fois dont la dernière en 2004), la *Loi sur les forêts* est le cœur du régime forestier en ce qui a trait à l'aménagement forestier et la transformation de la matière ligneuse. Depuis 1996, elle incorpore en préambule les six objectifs de développement durable adoptés par le Conseil canadien des ministres des forêts. La *Loi sur les forêts* a consacré la révocation du régime de concessions forestières, entreprise en 1972, et instauré celui des **contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF)**.

Principal outil utilisé pour attribuer les bois des forêts publiques, le CAAF est attribué à un titulaire de permis d'usine de transformation du bois. Il permet de récolter chaque année, sur un territoire donné, un volume de bois d'une ou de plusieurs essences pour assurer le fonctionnement de l'usine. Chaque CAAF est d'une durée initiale de 25 ans. Si le détenteur a respecté ses engagements, le contrat peut être prolongé tous les cinq ans, pour une autre période quinquennale. En contrepartie de ce droit, la Loi prévoit le versement de redevances et oblige le titulaire à produire des documents portant sur la planification et la réalisation de ses activités sur le territoire. Le détenteur de CAAF est notamment tenu de réaliser les traitements sylvicoles requis pour atteindre les rendements ligneux fixés par le Ministre. Au 30 septembre 2004, il y avait 239 CAAF (35,5 millions de m<sup>3</sup>/an). Il y a généralement plus d'un contrat en vigueur par unité d'aménagement et les volumes alloués à un détenteur de permis d'usine sont souvent répartis dans plusieurs unités d'aménagement.

Depuis juin 2001, un autre droit de récolter un volume de bois dans les forêts du domaine de l'État peut être octroyé à toute personne morale ou organisme non-détentricer d'un permis d'usine de transformation du bois, si la possibilité ligneuse le permet et si l'intérêt public le justifie. Le détenteur d'un **contrat d'aménagement forestier (CtAF)** peut prélever, dans une ou plusieurs unités d'aménagement, des volumes de bois qui n'ont pas déjà fait l'objet d'attribution en vertu d'un CAAF. Le détenteur d'un CtAF peut alors vendre le bois récolté à des usines de transformation du bois. Il a les mêmes obligations que les détenteurs de CAAF et il est aussi coresponsable, avec les autres détenteurs de CAAF et de CtAF, des interventions réalisées dans les unités d'aménagement où s'applique son contrat. La durée d'un CtAF est de dix ans. En date du 30 septembre 2004, deux CtAF étaient en vigueur au Québec (0,2 million de m<sup>3</sup>/an).

Il existe également la **convention d'aménagement forestier (CvAF)**, qui peut être octroyée à une personne ou un organisme intéressé par l'aménagement d'une réserve forestière. Le détenteur d'une telle convention a les mêmes obligations que ceux détenant un CAAF ou un CtAF. On trouve notamment, comme signataires de CvAF, des municipalités régionales de comté (MRC), des municipalités, des industriels et des organismes régionaux de développement. Au 30 septembre 2004, il y avait 75 détenteurs d'une CvAF (0,6 million de m<sup>3</sup>/an).

Il faut noter que divers autres types de permis peuvent également être accordés dans les forêts publiques du Québec : pour la récolte de bois de chauffage à des fins domestiques ou commerciales; la récolte d'arbustes et d'arbrisseaux; la culture et l'exploitation d'une érablière à des fins acéricoles; des travaux d'utilité publique; des activités minières; un aménagement faunique, récréatif ou agricole; et une intervention à des fins d'expérimentation ou de recherche.

La *Loi sur les forêts* définit par ailleurs les modalités d'intervention du Ministère en forêts privées ainsi que le statut de « producteur forestier ». Elle prévoit la reconnaissance d'organismes regroupant ces producteurs, soit les agences régionales de mise en valeur des forêts privées. Elle comporte des dispositions à l'égard de la protection des forêts, entre autres en définissant le mandat et le mode de financement de la *Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU)* et de la *Société de protection des forêts contre les insectes et les maladies (SOPFIM)*.

Finalement, la *Loi sur les forêts* balise l'utilisation et la transformation des bois au Québec. Elle stipule, notamment, que les bois en provenance du domaine des terres de l'État doivent obligatoirement être transformés au Québec, sauf exception, et qu'il est requis de détenir un permis pour exploiter une usine de transformation du bois.

### *Loi sur les terres du domaine de l'État*

Cette Loi a été adoptée en 1987 et la plus récente modification a été effectuée en 2003. Elle consacre, en premier lieu, les responsabilités du ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs pour toutes les terres publiques sur lesquelles l'autorité n'est pas détenue par un autre ministre ou un organisme public.

En vertu de cette Loi, le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs prépare, avec les ministères concernés, un **Plan d'affectation du territoire public**, et ce, pour toute partie du domaine de l'État qu'il détermine. Ce plan établit la vocation des unités territoriales en ce qui a trait à la mise en valeur et à la conservation des terres et des ressources, en fonction des objectifs et des orientations du Gouvernement.

L'actuel plan d'affectation prévoit des superficies forestières d'utilisation :

- ▶ exclusive aux fins de conservation, de protection et de récréation, soit des aires protégées de catégories I à III, telles que définies par l'Union mondiale pour la nature (UICN);
- ▶ multiple avec production forestière permise, soit des superficies pour lesquelles les activités forestières sont contraintes, notamment en vertu de la réglementation (bandes riveraines, ravages de cerf, etc.);
- ▶ multiple avec production forestière prioritaire, essentiellement le territoire sous contrat (CAAF et CtAF) réduit des superficies décrites à l'alinéa précédent.

En 2003, le gouvernement du Québec a mené une consultation sur une nouvelle approche en matière d'affectation du territoire public. Le document déposé dans le cadre de cette consultation prévoit sept vocations différentes : utilisation spécifique, utilisation prioritaire, utilisation multiple modulée, utilisation multiple, protection, protection stricte et affectation différée.

### *Loi constitutive du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs*

Cette loi définit, notamment, les fonctions et les pouvoirs du Ministre en matière de gestion des ressources naturelles, dont la faune et son habitat, ainsi que des terres du domaine de l'État, dont les parcs. Plus spécifiquement, la Loi octroie au Ministre des pouvoirs en matière de gestion des terres publiques (incluant la construction et l'entretien de chemins), d'élaboration et de mise en œuvre de programmes. En ce qui a trait aux forêts, elle consacre les responsabilités du Ministre en matière d'aménagement, de recherche et développement, de protection et de mise en valeur des ressources.

La Loi stipule également que le Ministre gère les activités d'exploitation de la faune en assurant l'intégrité de la biodiversité faunique, assume un rôle de concertation avec les milieux intéressés en matière de gestion de la faune et des parcs, et qu'il élabore et met en œuvre des politiques concernant la faune et les parcs.

Finalement, la Loi prévoit que le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs et le ministre de l'Environnement doivent conclure un protocole d'entente portant sur la concertation entre leurs ministères, préalablement à toute détermination d'orientations et de choix de priorités par le Ministre en matière de faune et de parcs.

### *Loi sur les parcs*

C'est en 1977 que le Québec s'est doté d'une loi cadre en vue de l'établissement d'un réseau de parcs nationaux. Auparavant, chaque parc était créé en vertu d'une loi adoptée à cette fin. La nouvelle Loi permet au Gouvernement de créer, par décret, un parc sur toute partie des terres du domaine de l'État et octroie au ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs le droit d'acquérir des terrains privés à cet effet. Elle oblige le Gouvernement à aviser la population et à entendre les avis lors de la création, de l'abolition et de la modification des limites d'un parc.

Le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs, est responsable de l'application de cette Loi. Elle a été modifiée la dernière fois en 2004 pour tenir compte de l'abrogation de la *Loi sur la Société de la faune et des parcs du Québec*.

### *Loi sur la conservation du patrimoine naturel*

Adoptée en décembre 2002, la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* concourt à l'objectif de sauvegarder le caractère, la diversité et l'intégrité du patrimoine naturel du Québec par des mesures de protection. Cette Loi a intégré la *Loi sur les réserves écologiques* (1974) et la *Loi sur les réserves naturelles en milieu privé* (2000), en plus de créer de nouveaux statuts juridiques de protection, en l'occurrence ceux de réserve de biodiversité, de réserve aquatique et de paysage humanisé. Sous la responsabilité du ministre de l'Environnement, elle vise à faciliter la mise en place d'un réseau d'aires protégées représentatives de la biodiversité et, ainsi, permettre au Gouvernement d'atteindre l'objectif qu'il s'est fixé à cet égard, soit un réseau qui couvrira 8 % de la superficie du territoire du Québec.

### *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*

L'objectif de cette Loi est de protéger spécifiquement la faune. Adoptée en 1983, elle a remplacé la *Loi sur la conservation de la faune*. Elle régit, notamment, la chasse et le piégeage. Depuis les amendements apportés en 2002, elle reconnaît à toute personne le droit de chasser, de pêcher et de piéger, conformément à la législation. Elle contient également les dispositions définissant et régissant les pourvoiries ainsi que les zones d'exploitation contrôlée (zec). C'est le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs qui est responsable de son application.

### *Loi sur les espèces menacées et vulnérables*

Cette Loi a pour but de préserver la diversité biologique. Elle permet au ministre de l'Environnement et au ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs de déterminer une liste d'espèces « menacées » ou « vulnérables » ou « susceptibles d'être ainsi désignées ». À ce jour, 34 espèces végétales et 12 espèces fauniques ont été désignées menacées ou vulnérables.

Le ministre de l'Environnement est responsable de l'application de cette Loi, sauf lorsqu'elle s'applique à la protection et à la gestion des espèces fauniques ou de leurs habitats. Dans ce cas, la responsabilité incombe au ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs.

Cette Loi a été adoptée en 1989. Modifiée à plusieurs reprises pour des raisons de concordance, elle a aussi fait l'objet de modifications spécifiques en 1997 afin d'octroyer les pouvoirs des « agents de la flore » aux « agents de la faune ».

### *Loi sur la qualité de l'environnement*

Adoptée en 1972, la *Loi sur la qualité de l'environnement* a pour objet de préserver la qualité de l'environnement, de promouvoir son assainissement et de prévenir sa détérioration. Un des moyens prévus par la législation est d'établir un régime préventif visant à soumettre certaines activités ou projets à l'obligation d'obtenir une autorisation préalable du ministre de l'Environnement.

Depuis 1978, cette Loi définit la composition et les fonctions du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

Le ministre de l'Environnement chargé de l'application de cette Loi a déposé en 2004 un projet de loi visant à apporter des modifications, notamment pour obtenir des pouvoirs supplémentaires en matière de transmission de renseignements et de tarification. Au moment de la rédaction de ce rapport, ce projet de loi n'avait pas été sanctionné par l'Assemblée nationale.

## ▼ **Les principaux outils réglementaires**

### *Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État (RNI)*

Les dispositions du RNI portent sur plusieurs éléments visant particulièrement la protection de l'environnement lors de la réalisation de travaux d'aménagement dans les forêts publiques du Québec. Parmi les principaux aspects couverts, on retrouve la superficie et la localisation des aires de coupe, la protection des rives des lacs et des cours d'eau, la protection de la qualité de l'eau, l'implantation et l'utilisation des aires d'empilement, d'ébranchage et de tronçonnage, le tracé et la construction des chemins, l'emplacement des camps forestiers, les activités d'aménagement forestier en fonction des ressources à protéger ou des unités territoriales dont la vocation est déterminée dans le Plan d'affectation du territoire public, l'application des traitements sylvicoles et la protection de la régénération forestière.

Bien qu'il ait été adopté en 1988, le RNI a été complètement remanié en 1996. Un tel remaniement s'explique par le fait que, conformément aux modifications apportées à la *Loi sur les forêts* en 1996, le Gouvernement voulait que les mesures de protection prévues dans le RNI permettent d'atteindre les objectifs pour l'ensemble des ressources du milieu forestier. Compte tenu de sa large portée, plusieurs lois ont une incidence sur le contenu du RNI (*Loi sur les forêts*, *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*, *Loi sur les terres du domaine de l'État*, *Loi sur la qualité de l'environnement*, *Loi sur les mines*, *Loi sur les biens culturels*).

La plus récente modification au RNI a été apportée en 2003, pour y introduire, entre autres, la notion de coupe mosaïque et les caractéristiques de la forêt résiduelle après une telle coupe.

### *Règlement sur les habitats fauniques*

Le *Règlement sur les habitats fauniques* cerne le champ d'application légal, décrit les habitats couverts par le règlement et précise ceux qui font l'objet d'un « plan de gestion faunique ». On y trouve aussi une liste d'activités - forestière, agricole, minière, gazière, pétrolière, exploitation et entretien de barrage, aménagement de sites récréatifs - qui, si réalisées conformément aux normes décrites, n'ont pas à être autorisées. Plus précisément, le règlement stipule que les activités d'aménagement forestier conformes au RNI peuvent être réalisées sans autre autorisation dans un habitat faunique, dans la mesure où il ne s'agit pas d'un habitat associé à une espèce menacée ou vulnérable.

L'essentiel des dispositions actuelles du Règlement datent de 1993. Des modifications ont été introduites en 1996, 1997, 1999 et 2001.

### *Règlement relatif à l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement*

De manière analogue au *Règlement sur les habitats fauniques*, le *Règlement relatif à l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement* permet de soustraire l'aménagement forestier - tel que défini à l'article 3 de la *Loi sur les forêts* - ainsi que les constructions, travaux ou activités - dont la réalisation est soumise au RNI - de l'article 22 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* en ce qui a trait à l'émission d'un certificat pour les activités liées à l'exploitation forestière.

## ▼ Les principaux outils d'encadrement

Le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs publie un *Manuel d'aménagement forestier*. Ce Manuel sert à guider l'élaboration des stratégies d'aménagement qui devront être appliquées sur chaque unité d'aménagement forestier. Il décrit, entre autres, la méthode et les hypothèses utilisées pour déterminer la possibilité annuelle de coupe à rendement soutenu, incluant les effets escomptés des différents traitements sylvicoles appliqués aux peuplements forestiers sur ledit territoire. Le Manuel est une référence obligatoire pour les aménagistes forestiers dans la mesure où il fait partie intégrante de chaque type de contrats d'aménagement forestier octroyé par le Ministère.

Par ailleurs, la *Loi sur les forêts* prévoit que le Ministre peut, lorsque les circonstances le justifient, imposer des normes d'intervention forestière différentes de celles prescrites par règlement ou par le biais du Manuel. Le Ministre peut aussi imposer des **objectifs de protection et de mise en valeur des ressources du milieu forestier (OPMV)** particuliers à chaque unité d'aménagement forestier. Ces objectifs ont fait l'objet d'une consultation publique à l'automne 2003. Au moment de la rédaction de ce document, le Ministère n'avait pas encore annoncé les modifications qu'il entend apporter aux OPMV décrits dans son document de consultation.

Le Ministère publie également plusieurs **Instructions relatives**, dans lesquelles il vient préciser les méthodes de vérification qu'il appliquera à l'égard des travaux d'aménagement effectués (récolte et autres travaux sylvicoles) afin de juger du respect des normes.

## ▼ Dépenses et revenus associés à la forêt publique<sup>2</sup>

Les coûts liés à la gestion des forêts du domaine de l'État ont été de l'ordre de 463,2 millions \$ en 2003-2004. Le tableau A3.1 donne une répartition de cette somme en fonction de ses grandes composantes. On notera, entre autres, l'importance des coûts associés aux travaux sylvicoles, à la planification et au contrôle des interventions en forêt et à la protection contre le feu, les insectes et les maladies.

**Tableau A3.1 Dépenses gouvernementales à l'égard de la forêt publique, 2003-2004<sup>a</sup>**

	(En millions \$)
▶ Traitements sylvicoles	155,8
▶ Planification et contrôle des interventions en forêt	96,5
▶ Protection des forêts contre le feu, les insectes et les maladies <sup>b</sup>	58,4
▶ Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier <sup>c</sup>	31,2
▶ Législation, réglementation, développement de mesures, politiques et programmes	25,3
▶ Production de plants <sup>d</sup>	25,2
▶ Autres crédits de transfert	20,3
▶ Inventaire forestier <sup>e</sup>	17,3
▶ Recherche forestière	17,1
▶ Plans spéciaux de récupération et remise en production	7,1
▶ Octroi et gestion des droits	0,9
▶ Administration et coordination	8,1
<b>Total</b>	<b>463,2</b>

- a. En additionnant une dépense de 71,1 millions \$ à l'égard de la forêt privée, on obtient une dépense gouvernementale totale à l'égard du secteur forestier de 534,3 millions \$, telle qu'elle apparaît au *Rapport annuel de gestion 2003-2004* du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs.
- b. De la dépense totale de 65,1 millions \$, une somme de 6,7 millions \$ est imputée à la forêt privée.
- c. Le **Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier** est un programme d'aide constitué de deux volets. Le **Volet I** vise principalement à expérimenter et à développer de nouvelles techniques sylvicoles axées sur la protection et la mise en valeur des ressources du milieu forestier et à réaliser des activités de recherche ou d'acquisition de connaissances du milieu forestier. Le **Volet II** vise à favoriser l'aménagement intégré des ressources du milieu forestier ainsi que le partenariat et le partage du financement de certaines activités entre le Gouvernement, l'industrie forestière et les acteurs régionaux ou les communautés autochtones. La gestion du Volet II a été déléguée aux instances régionales à compter de 2004-2005. 23 % du coût de ce programme (40,5 millions \$) est imputé à la forêt privée.
- d. La dépense totale pour la production de plants est de 41,2 millions \$, mais la valeur des plants alloués aux producteurs privés est de 16,0 millions \$.
- e. Une somme de 3,0 millions \$, qui correspond au coût des inventaires forestiers en forêt privée, est soustraite du coût total de 20,3 millions \$.

Source : Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs.

L'ensemble des revenus gouvernementaux pouvant être associés aux forêts publiques étaient de 368,7 millions \$ en 2003-2004 (Tableau A3.2). La plus importante source de revenus est sans contredit les **redevances** (droits de coupe) versées par les entreprises de transformation du bois en vertu de la *Loi sur les forêts* et du *Règlement sur les redevances forestières*. Pour l'essentiel, ces redevances sont des droits à payer à l'égard des volumes de bois récoltés sur les terres publiques. Par ailleurs, l'industrie contribue au Fonds forestier en vertu du *Règlement sur la contribution des bénéficiaires de certains contrats et de certaines conventions au Fonds forestier*.<sup>3</sup>

Les détenteurs de contrats ainsi que les grands propriétaires forestiers contribuent également au financement de la *Société de protection des forêts contre les insectes et les maladies* (SOPFIM) et la *Société de protection des forêts contre le feu* (SOPFEU).

D'autres redevances, beaucoup moins importantes, sont également perçues par le Gouvernement auprès d'usagers du milieu forestier public, notamment au chapitre de la récolte de bois de chauffage, de la récolte d'arbustes et d'arbrisseaux, de la culture et de l'exploitation d'érablières, de travaux d'utilité publique, d'activités minières, d'aménagements fauniques, récréatifs ou agricoles.

**Tableau A3.2 Revenus gouvernementaux associés à la forêt publique, 2003-2004**

	(En millions \$)
▶ <b>Redevances<sup>a</sup></b>	<b>320,3</b>
▶ <b>Contribution de l'industrie pour la protection contre le feu, les insectes et les maladies</b>	<b>22,7</b>
▶ <b>Contribution de l'industrie pour la production de plants (Fonds forestier)</b>	<b>20,0</b>
▶ <b>Autres droits et permis</b>	<b>5,7</b>
<b>Total</b>	<b>368,7</b>

Note : Les contributions de l'industrie présentées dans ce tableau correspondent uniquement aux montants encaissés par le Gouvernement. Elles n'incluent pas certaines dépenses assumées directement par les industriels, notamment les frais de mesurage (environ 10 millions \$ par année, soit 0,34 \$/m<sup>3</sup>/an) et de planification (environ 16 millions \$ par année, soit 0,54 \$/m<sup>3</sup>/an).

a. Les redevances, qui constituent l'essentiel des revenus associés à la forêt publique, peuvent varier de manière importante en fonction de l'évolution des marchés et des volumes récoltés. Elles ont atteint un maximum de 407,6 millions \$ en 1999-2000 et ont été en moyenne de 337,8 millions \$ au cours de la période 1999-2000 à 2003-2004. Le Ministère prévoit par ailleurs qu'elles atteindront 390,8 millions \$ en 2004-2005.

Source : Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs.

### ▼ Notes explicatives de l'annexe 3

- 1 Source : Ross M. M., 1997. *A History of Forest Legislation in Canada 1867-1996*. Canadian Institute of Resources Law. 47 p.
- 2 Dans cette section, la façon de présenter les données financières à l'égard de la forêt publique ne respecte pas les pratiques comptables du Gouvernement. Il s'agit d'une méthode simplifiée qui consiste à regrouper l'ensemble des dépenses et des revenus pouvant raisonnablement être associées à la forêt publique.
- 3 Le **Fonds forestier** sert essentiellement à financer la production de semences et de plants pour le reboisement, la confection et la mise à jour des inventaires forestiers, la recherche et le développement en foresterie, les sociétés de protection des forêts (SOPFIM et SOPFEU) ainsi que les travaux ministériels de vérification du mesurage des bois, des traitements sylvicoles, etc. Ce fonds tire ses revenus de contributions de l'industrie et du Gouvernement. En février 2003, le Ministère a annoncé que les contributions de l'industrie seraient limitées à la production de plants, éliminant ainsi le financement privé des activités ministérielles de contrôle, d'inventaire et de R-D.



## ANNEXE 4

# Superficies, possibilité ligneuse et ratios possibilité/superficie

**Tableau A4.1 Évolution de la superficie, de l'estimation de la possibilité ligneuse et du ratio possibilité/superficie toutes essences selon le type de territoire, public ou privé**

	▼ 1991-1992	▼ 1994-1995	▼ 1998-1999	▼ 2002-2003
<b>Superficie (ha)</b>				
▼ Superficie continentale	149 640 000	149 655 200	149 664 600	149 774 941
▶ Zone non inventoriée	26 732 200	26 732 200	26 732 200	26 732 100
▶ Zone d'inventaire extensif	46 448 100	46 448 100	46 448 100	63 887 900
▼ Zone d'inventaire intensif	76 459 700	76 474 900	76 484 300	59 154 941
▶ Eaux douces et terrains non forestiers	10 921 500	10 934 400	10 972 000	9 319 641
▼ Terrains forestiers	65 538 200	65 540 500	65 512 300	49 835 300
▶ Terrains forestiers non productifs et non-accessibles (pente > 40 %)	13 046 200	13 880 300	13 695 900	7 423 900
▼ Terrains forestiers productifs (pentes < 40 %)	52 492 000	51 660 200	51 816 400	42 411 400
▶ Petites propriétés privées	5 536 600	5 494 200	5 512 600	5 530 600
▶ Grandes propriétés privées	1 105 300	1 104 900	1 107 200	1 094 000
▶ Territoire fédéral	307 000	306 900	303 900	286 400
▼ <b>Territoire public québécois</b>	<b>45 543 100</b>	<b>44 754 200</b>	<b>44 892 700</b>	<b>35 500 400</b>
▶ CAAF et CtAF	28 245 300	28 919 000	30 835 700	29 916 200
▶ CvAF	0	247 199	532 100	1 304 000
▶ Réserves forestières et territoires où la récolte de bois est exclue	17 297 800	15 588 001	13 524 900	4 280 200
<b>Total de la superficie productive publique attribuée (CAAF et CtAF)</b>	<b>28 245 300</b>	<b>28 919 000</b>	<b>30 835 700</b>	<b>29 916 200</b>
<b>Total de la superficie productive privée</b>	<b>6 641 900</b>	<b>6 599 100</b>	<b>6 619 800</b>	<b>6 624 600</b>
<b>Possibilité ligneuse (m<sup>3</sup>)</b>				
<i>Territoire public attribué (CAAF et CtAF)</i>				
▶ SEPM <sup>a</sup>	27 326 000	28 002 618	30 052 400	29 138 269
▶ Autres résineux	1 700 100	1 662 151	1 621 000	1 328 600
▶ Peupliers	3 294 100	3 488 928	3 744 600	3 674 344
▶ Autres feuillus	7 727 600	7 562 468	8 318 800	7 762 113
▶ <b>Toutes essences</b>	<b>40 047 800</b>	<b>40 716 165</b>	<b>43 736 800</b>	<b>41 903 326</b>
<i>Territoire privé</i>				
▶ SEPM	4 162 100	3 998 128	4 277 700	4 639 650
▶ Autres résineux	1 174 100	1 080 996	1 126 200	917 300
▶ Peupliers	2 385 300	2 180 161	2 331 500	2 311 600
▶ Autres feuillus	5 797 900	5 433 188	5 569 000	4 100 200
▶ <b>Toutes essences</b>	<b>13 519 400</b>	<b>12 692 473</b>	<b>13 304 400</b>	<b>11 968 750</b>
<b>Ratio possibilité/superficie (m<sup>3</sup>/ha)</b>				
<i>Territoire public attribué (CAAF et CtAF)</i>				
▶ <b>Toutes essences</b>	<b>1,42</b>	<b>1,41</b>	<b>1,42</b>	<b>1,40</b>
<i>Territoire privé</i>				
▶ <b>Toutes essences</b>	<b>2,04</b>	<b>1,92</b>	<b>2,01</b>	<b>1,81</b>
<b>Apport au ratio possibilité/superficie (m<sup>3</sup>/ha)</b>				
<i>Territoire public attribué (CAAF et CtAF)</i>				
▶ SEPM	0,97	0,97	0,97	0,97
▶ Autres résineux	0,06	0,06	0,05	0,04
▶ Peupliers	0,12	0,12	0,12	0,12
▶ Autres feuillus	0,27	0,26	0,27	0,26
▶ <b>Toutes essences</b>	<b>1,42</b>	<b>1,41</b>	<b>1,42</b>	<b>1,40</b>
<i>Territoire privé</i>				
▶ SEPM	0,63	0,61	0,65	0,70
▶ Autres résineux	0,18	0,16	0,17	0,14
▶ Peupliers	0,36	0,33	0,35	0,35
▶ Autres feuillus	0,87	0,82	0,84	0,62
▶ <b>Toutes essences</b>	<b>2,04</b>	<b>1,92</b>	<b>2,01</b>	<b>1,81</b>

Note : Lors du troisième inventaire décennal, le Ministère a réduit le territoire où il dresse des inventaires forestiers détaillés. C'est ce qui explique l'essentiel des variations notées entre 1998-1999 et 2002-2003 pour la zone d'inventaire intensif et la zone d'inventaire extensif. Ceci a pour effet de diminuer les superficies liées aux autres composantes de la zone d'inventaire intensif. Ces variations sont donc dues à des modifications méthodologiques et non à des changements aux caractéristiques du territoire.

a. SEPM : sapin - épinette - pin gris - mélèze.

**Tableau A4.2 Superficies, possibilité ligneuse et ratios possibilité/superficie par région administrative<sup>a</sup> pour le territoire forestier productif du Québec**

	▼ BAS-SAINT-LAURENT	▼ SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	▼ CAPITALE-NATIONALE	▼ MAURICIE	▼ ESTRIE	▼ MONTRÉAL
<b>Superficie (ha)</b>						
▶ 1991-1992	887 000	7 717 100	834 400	2 835 000	38 300	1 684 100
▶ 1994-1995	895 800	8 223 200	834 000	2 751 500	33 200	1 684 100
▶ 1998-1999	895 800	8 539 100	834 300	2 727 200	33 700	1 683 100
▶ 2002-2003	976 200	8 635 900	792 800	2 720 900	35 300	1 676 200
<b>Possibilité ligneuse (m<sup>3</sup>)</b>						
<i>SEPM<sup>b</sup></i>						
▶ 1991-1992	1 125 000	7 807 500	866 000	3 058 300	18 900	1 083 100
▶ 1994-1995	1 084 100	8 356 000	794 500	2 951 300	18 900	1 083 100
▶ 1998-1999	1 084 100	9 031 300	776 200	2 884 200	28 500	976 600
▶ 2002-2003	869 275	9 241 515	759 716	3 015 200	25 600	1 011 900
<i>Autres résineux</i>						
▶ 1991-1992	102 500	500	10 700	71 100	600	199 000
▶ 1994-1995	74 000	300	11 000	71 100	600	199 000
▶ 1998-1999	74 000	500	14 700	84 700	1 400	160 600
▶ 2002-2003	42 445	478	26 706	65 100	2 200	143 900
<i>Peuplier</i>						
▶ 1991-1992	105 000	581 000	54 500	504 200	2 700	223 000
▶ 1994-1995	92 500	588 600	51 800	505 700	2 700	236 400
▶ 1998-1999	92 500	643 000	59 600	514 200	4 200	276 800
▶ 2002-2003	110 850	659 061	100 500	529 100	5 500	265 100
<i>Feuillus durs</i>						
▶ 1991-1992	349 500	996 500	316 000	810 100	32 700	1 187 000
▶ 1994-1995	244 500	1 001 703	306 300	801 600	32 700	1 187 000
▶ 1998-1999	244 500	1 069 700	287 200	1 190 900	35 800	1 224 900
▶ 2002-2003	252 050	1 008 679	282 107	1 178 700	38 100	1 264 600
<i>Toutes essences</i>						
▶ 1991-1992	1 682 000	9 385 500	1 247 200	4 443 700	54 900	2 692 100
▶ 1994-1995	1 495 100	9 946 603	1 163 600	4 329 700	54 900	2 705 500
▶ 1998-1999	1 495 100	10 744 500	1 137 700	4 674 000	69 900	2 638 900
▶ 2002-2003	1 274 620	10 909 733	1 169 029	4 788 100	71 400	2 685 500
<b>Ratio possibilité/superficie (m<sup>3</sup>/ha)</b>						
<i>Toutes essences</i>						
▶ 1991-1992	<b>1,90</b>	<b>1,22</b>	<b>1,49</b>	<b>1,57</b>	<b>1,43</b>	<b>1,60</b>
▶ 1994-1995	<b>1,67</b>	<b>1,21</b>	<b>1,40</b>	<b>1,57</b>	<b>1,65</b>	<b>1,61</b>
▶ 1998-1999	<b>1,67</b>	<b>1,26</b>	<b>1,36</b>	<b>1,71</b>	<b>2,07</b>	<b>1,57</b>
▶ 2002-2003	<b>1,31</b>	<b>1,26</b>	<b>1,47</b>	<b>1,76</b>	<b>2,02</b>	<b>1,60</b>

a. Régions administratives du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs.

b. SEPM : sapin - épinette - pin gris - mélèze.

	▼ OUTAOUAIS	▼ ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	▼ CÔTE-NORD	▼ GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	▼ TOTAL
<b>Superficie (ha)</b>					
▶ 1991-1992	2 720 000	6 363 700	3 955 600	1 210 100	28 245 300
▶ 1994-1995	2 444 300	6 473 600	4 373 700	1 205 400	28 918 800
▶ 1998-1999	2 396 600	6 645 100	5 846 900	1 234 000	30 835 800
▶ 2002-2003	2 366 000	6 608 800	4 989 700	1 090 200	29 892 000
<b>Possibilité ligneuse (m<sup>3</sup>)</b>					
<i>SEPM</i>					
▶ 1991-1992	1 192 200	6 261 500	3 953 000	1 960 500	27 326 000
▶ 1994-1995	987 000	6 435 000	4 336 200	1 956 500	28 002 600
▶ 1998-1999	833 000	6 459 800	6 030 200	1 948 500	30 052 400
▶ 2002-2003	980 200	6 580 010	5 057 853	1 586 500	29 127 769
<i>Autres résineux</i>					
▶ 1991-1992	756 800	467 800	5 500	86 000	1 700 500
▶ 1994-1995	729 900	504 300	1 000	71 000	1 662 200
▶ 1998-1999	717 300	495 300	1 000	71 500	1 621 000
▶ 2002-2003	591 500	419 271	700	36 300	1 328 600
<i>Peuplier</i>					
▶ 1991-1992	446 693	1 022 800	223 500	134 500	3 297 893
▶ 1994-1995	450 600	1 280 150	155 500	125 000	3 488 950
▶ 1998-1999	487 600	1 250 700	284 000	132 000	3 744 600
▶ 2002-2003	478 400	1 092 673	289 460	142 700	3 673 344
<i>Feuillus durs</i>					
▶ 1991-1992	2 110 607	1 259 800	433 000	244 500	7 739 707
▶ 1994-1995	2 032 200	1 471 370	301 600	184 000	7 562 973
▶ 1998-1999	2 112 400	1 517 300	448 600	187 500	8 318 800
▶ 2002-2003	1 777 700	1 377 738	453 637	122 800	7 756 111
<i>Toutes essences</i>					
▶ 1991-1992	4 506 300	9 011 900	4 615 000	2 425 500	40 064 100
▶ 1994-1995	4 199 700	9 690 820	4 794 300	2 336 500	40 716 723
▶ 1998-1999	4 150 300	9 723 100	6 763 800	2 339 500	43 736 800
▶ 2002-2003	3 827 800	9 469 692	5 801 650	1 888 300	41 885 824
<b>Ratio possibilité/superficie (m<sup>3</sup>/ha)</b>					
<i>Toutes essences</i>					
▶ 1991-1992	1,66	1,42	1,17	2,00	1,42
▶ 1994-1995	1,72	1,50	1,10	1,94	1,41
▶ 1998-1999	1,73	1,46	1,16	1,90	1,42
▶ 2002-2003	1,62	1,43	1,16	1,73	1,40

**Tableau A4.3.1 Apport des regroupements d'essences au ratio possibilité/superficie (m<sup>3</sup>/ha) par région administrative<sup>a</sup> pour le territoire forestier productif du Québec**

	▼ BAS-SAINT-LAURENT	▼ SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	▼ CAPITALE NATIONALE	▼ MAURICIE	▼ ESTRIE	▼ MONTRÉAL
<i>1991-1992</i>						
▶ SEPM <sup>b</sup>	1,27	1,01	1,04	1,08	0,49	0,64
▶ Autres résineux	0,12	0,00	0,01	0,03	0,02	0,12
▶ Peuplier	0,12	0,08	0,07	0,18	0,07	0,13
▶ Feuillus durs	0,39	0,13	0,38	0,29	0,85	0,70
▶ <b>Toutes essences</b>	<b>1,90</b>	<b>1,22</b>	<b>1,49</b>	<b>1,57</b>	<b>1,43</b>	<b>1,60</b>
<i>1994-1995</i>						
▶ SEPM	1,21	1,02	0,95	1,07	0,57	0,64
▶ Autres résineux	0,08	0,00	0,01	0,03	0,02	0,12
▶ Peuplier	0,10	0,07	0,06	0,18	0,08	0,14
▶ Feuillus durs	0,27	0,12	0,37	0,29	0,98	0,70
▶ <b>Toutes essences</b>	<b>1,67</b>	<b>1,21</b>	<b>1,40</b>	<b>1,57</b>	<b>1,65</b>	<b>1,61</b>
<i>1998-1999</i>						
▶ SEPM	1,21	1,06	0,93	1,06	0,85	0,58
▶ Autres résineux	0,08	0,00	0,02	0,03	0,04	0,10
▶ Peuplier	0,10	0,08	0,07	0,19	0,12	0,16
▶ Feuillus durs	0,27	0,13	0,34	0,44	1,06	0,73
▶ <b>Toutes essences</b>	<b>1,67</b>	<b>1,26</b>	<b>1,36</b>	<b>1,71</b>	<b>2,07</b>	<b>1,57</b>
<i>2002-2003</i>						
▶ SEPM	0,89	1,07	0,96	1,11	0,73	0,60
▶ Autres résineux	0,04	0,00	0,03	0,02	0,06	0,09
▶ Peuplier	0,11	0,08	0,13	0,19	0,16	0,16
▶ Feuillus durs	0,26	0,12	0,36	0,43	1,08	0,75
▶ <b>Toutes essences</b>	<b>1,31</b>	<b>1,26</b>	<b>1,47</b>	<b>1,76</b>	<b>2,02</b>	<b>1,60</b>

**Tableau A4.3.2 Apport régional au ratio possibilité/superficie (m<sup>3</sup>/ha) par regroupement d'essences pour le territoire forestier productif du Québec**

<i>1991-1992</i>						
▶ SEPM	0,04	0,28	0,03	0,11	0,00	0,04
▶ Autres résineux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01
▶ Peuplier	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,01
▶ Feuillus durs	0,01	0,04	0,01	0,03	0,00	0,04
▶ <b>Toutes essences</b>	<b>0,06</b>	<b>0,33</b>	<b>0,04</b>	<b>0,16</b>	<b>0,00</b>	<b>0,10</b>
<i>1994-1995</i>						
▶ SEPM	0,04	0,29	0,03	0,10	0,00	0,04
▶ Autres résineux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01
▶ Peuplier	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,01
▶ Feuillus durs	0,01	0,03	0,01	0,03	0,00	0,04
▶ <b>Toutes essences</b>	<b>0,05</b>	<b>0,34</b>	<b>0,04</b>	<b>0,15</b>	<b>0,00</b>	<b>0,09</b>
<i>1998-1999</i>						
▶ SEPM	0,04	0,29	0,03	0,09	0,00	0,03
▶ Autres résineux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01
▶ Peuplier	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,01
▶ Feuillus durs	0,01	0,03	0,01	0,04	0,00	0,04
▶ <b>Toutes essences</b>	<b>0,05</b>	<b>0,35</b>	<b>0,04</b>	<b>0,15</b>	<b>0,00</b>	<b>0,09</b>
<i>2002-2003</i>						
▶ SEPM	0,03	0,31	0,03	0,10	0,00	0,03
▶ Autres résineux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
▶ Peuplier	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,01
▶ Feuillus durs	0,01	0,03	0,01	0,04	0,00	0,04
▶ <b>Toutes essences</b>	<b>0,04</b>	<b>0,36</b>	<b>0,04</b>	<b>0,16</b>	<b>0,00</b>	<b>0,09</b>

a. Régions administratives du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs.

b. SEPM : sapin - épinette - pin gris - mélèze.

	▼ OUTAOUAIS	▼ ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	▼ CÔTE-NORD	▼ GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	▼ TOTAL
<i>1991-1992</i>					
▶ SEPM	0,44	0,98	1,00	1,62	0,97
▶ Autres résineux	0,28	0,07	0,00	0,07	0,06
▶ Peuplier	0,16	0,16	0,06	0,11	0,12
▶ Feuillus durs	0,78	0,20	0,11	0,20	0,27
▶ Toutes essences	<b>1,66</b>	<b>1,42</b>	<b>1,17</b>	<b>2,00</b>	<b>1,42</b>
<i>1994-1995</i>					
▶ SEPM	0,40	0,99	0,99	1,62	0,97
▶ Autres résineux	0,30	0,08	0,00	0,06	0,06
▶ Peuplier	0,18	0,20	0,04	0,10	0,12
▶ Feuillus durs	0,83	0,23	0,07	0,15	0,26
▶ Toutes essences	<b>1,72</b>	<b>1,50</b>	<b>1,10</b>	<b>1,94</b>	<b>1,41</b>
<i>1998-1999</i>					
▶ SEPM	0,35	0,97	1,03	1,58	0,97
▶ Autres résineux	0,30	0,07	0,00	0,06	0,05
▶ Peuplier	0,20	0,19	0,05	0,11	0,12
▶ Feuillus durs	0,88	0,23	0,08	0,15	0,27
▶ Toutes essences	<b>1,73</b>	<b>1,46</b>	<b>1,16</b>	<b>1,90</b>	<b>1,42</b>
<i>2002-2003</i>					
▶ SEPM	0,41	1,00	1,01	1,46	0,97
▶ Autres résineux	0,25	0,06	0,00	0,03	0,04
▶ Peuplier	0,20	0,17	0,06	0,13	0,12
▶ Feuillus durs	0,75	0,21	0,09	0,11	0,26
▶ Toutes essences	<b>1,62</b>	<b>1,43</b>	<b>1,16</b>	<b>1,73</b>	<b>1,40</b>

<i>1991-1992</i>					
▶ SEPM	0,04	0,22	0,14	0,07	0,97
▶ Autres résineux	0,03	0,02	0,00	0,00	0,06
▶ Peuplier	0,02	0,04	0,01	0,00	0,12
▶ Feuillus durs	0,07	0,04	0,02	0,01	0,27
▶ Toutes essences	<b>0,16</b>	<b>0,32</b>	<b>0,16</b>	<b>0,09</b>	<b>1,42</b>
<i>1994-1995</i>					
▶ SEPM	0,03	0,22	0,15	0,07	0,97
▶ Autres résineux	0,03	0,02	0,00	0,00	0,06
▶ Peuplier	0,02	0,04	0,01	0,00	0,12
▶ Feuillus durs	0,07	0,05	0,01	0,01	0,26
▶ Toutes essences	<b>0,15</b>	<b>0,34</b>	<b>0,17</b>	<b>0,08</b>	<b>1,41</b>
<i>1998-1999</i>					
▶ SEPM	0,03	0,21	0,20	0,06	0,97
▶ Autres résineux	0,02	0,02	0,00	0,00	0,05
▶ Peuplier	0,02	0,04	0,01	0,00	0,12
▶ Feuillus durs	0,07	0,05	0,01	0,01	0,27
▶ Toutes essences	<b>0,13</b>	<b>0,32</b>	<b>0,22</b>	<b>0,08</b>	<b>1,42</b>
<i>2002-2003</i>					
▶ SEPM	0,03	0,22	0,17	0,05	0,97
▶ Autres résineux	0,02	0,01	0,00	0,00	0,04
▶ Peuplier	0,02	0,04	0,01	0,00	0,12
▶ Feuillus durs	0,06	0,05	0,02	0,00	0,26
▶ Toutes essences	<b>0,13</b>	<b>0,32</b>	<b>0,19</b>	<b>0,06</b>	<b>1,40</b>

**Tableau A4.4 Évolution de l'estimation de la possibilité, de l'attribution et de la récolte par région administrative, pour le territoire public québécois Groupe sapin-épinettes-pin gris-mélèze (SEPM)**

SEPM	▼ BAS-SAINT-LAURENT	▼ SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	▼ CAPITALE-NATIONALE	▼ MAURICIE	▼ ESTRIE	▼ MONTRÉAL
<b>Possibilité (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	1 125 500	7 869 500	866 000	3 058 300	18 900	1 083 100
▶ 1991-1992	1 125 000	7 807 500	866 000	3 058 300	18 900	1 083 100
▶ 1992-1993	1 125 000	7 807 500	866 000	3 058 300	18 900	1 083 100
▶ 1993-1994	1 125 000	7 911 500	866 000	2 951 300	18 900	1 083 100
▶ 1994-1995	1 084 100	8 356 000	794 500	2 951 300	18 900	1 083 100
▶ 1995-1996	1 084 100	8 580 800	776 200	2 930 700	28 500	976 600
▶ 1996-1997	1 084 100	8 644 800	776 200	2 930 700	28 500	976 600
▶ 1997-1998	1 084 100	8 763 800	776 200	2 884 200	28 500	976 600
▶ 1998-1999	1 084 100	9 031 300	776 200	2 884 200	28 500	976 600
▶ 1999-2000	1 084 100	9 031 300	776 200	2 884 200	28 500	976 600
▶ 2000-2001	869 275	9 140 220	788 916	3 015 200	28 500	1 011 900
▶ 2001-2002	869 275	9 241 515	759 716	3 015 200	25 600	1 011 900
▶ 2002-2003	869 275	9 241 515	759 716	3 015 200	25 600	1 011 900
▶ (2002-2003) - (1990-1991)	-256 225	1 372 015	-106 284	-43 100	6 700	-71 200
▶ (2002-2003) - (1993-1994)	-255 725	1 330 015	-106 284	63 900	6 700	-71 200
▶ (2002-2003) - (1998-1999)	-214 825	210 215	-16 484	131 000	-2 900	35 300
<b>Attribution (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	1 120 500	7 586 450	858 800	2 910 400	18 600	1 010 120
▶ 1991-1992	1 120 500	7 613 450	857 300	2 377 900	18 600	895 020
▶ 1992-1993	1 120 500	7 383 050	848 650	1 995 300	18 600	1 024 270
▶ 1993-1994	920 500	7 592 900	783 850	2 714 850	18 600	1 009 270
▶ 1994-1995	1 123 500	8 030 900	785 950	2 735 850	18 600	1 009 270
▶ 1995-1996	1 084 100	8 422 000	754 450	2 792 200	11 000	1 009 270
▶ 1996-1997	1 084 100	8 501 200	763 000	2 791 750	28 400	971 770
▶ 1997-1998	1 084 100	8 637 700	769 600	2 791 750	28 400	972 450
▶ 1998-1999	1 084 100	8 747 700	769 600	2 841 750	28 400	972 450
▶ 1999-2000	1 082 600	8 735 200	768 300	2 848 750	28 400	972 450
▶ 2000-2001	815 332	8 539 600	729 940	2 794 350	28 400	964 550
▶ 2001-2002	851 237	8 768 700	717 250	2 879 450	28 400	964 550
▶ 2002-2003	869 175	8 750 700	725 851	2 937 800	25 600	1 011 900
<b>Récolte (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	1 012 444	6 526 406	673 288	2 124 273	14 875	800 888
▶ 1991-1992	939 065	6 009 427	571 776	1 951 548	12 063	630 718
▶ 1992-1993	1 132 587	6 560 641	721 244	1 467 684	13 359	690 372
▶ 1993-1994	1 098 310	7 050 261	734 808	2 086 262	9 927	896 015
▶ 1994-1995	1 079 020	7 974 728	753 103	2 672 014	14 880	941 346
▶ 1995-1996	1 070 427	8 451 052	715 806	2 769 453	13 279	885 938
▶ 1996-1997	1 029 842	7 891 576	714 284	2 148 538	27 882	881 908
▶ 1997-1998	1 065 499	8 345 908	731 369	2 765 946	34 564	918 173
▶ 1998-1999	1 106 907	8 645 679	662 362	2 589 944	22 175	953 403
▶ 1999-2000	1 089 864	9 201 461	673 754	2 808 684	22 618	911 180
▶ 2000-2001	804 401	8 806 449	609 159	2 743 533	28 877	789 726
▶ 2001-2002	802 337	8 030 633	601 622	2 497 915	23 801	854 301
▶ 2002-2003	798 670	8 651 986	595 754	2 667 962	360	927 099

1 Le ratio Année/(2002-2003) est déterminé par la division de la possibilité d'une année donnée par celle de l'année 2002-2003.

▼ OUTAOUAIS	▼ ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	▼ CÔTE-NORD	▼ GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	▼ TOTAL	▼ RATIO <sup>1</sup> Année/(2002-2003)
<b>1 192 200</b>	<b>6 261 500</b>	<b>4 062 500</b>	<b>1 962 000</b>	<b>27 499 500</b>	<b>0,944</b>
1 192 200	6 261 500	3 953 000	1 960 500	27 326 000	0,938
987 000	6 339 600	3 718 000	1 960 500	26 963 900	0,926
<b>987 000</b>	<b>6 413 100</b>	<b>2 998 000</b>	<b>1 961 500</b>	<b>26 315 400</b>	<b>0,903</b>
987 000	6 435 000	4 336 200	1 956 500	28 002 600	0,961
833 000	6 468 900	4 615 200	1 956 500	28 250 500	0,970
833 000	6 469 800	4 758 200	1 956 500	28 458 400	0,977
833 000	6 459 800	6 030 200	1 948 500	29 784 900	1,023
<b>833 000</b>	<b>6 459 800</b>	<b>6 030 200</b>	<b>1 948 500</b>	<b>30 052 400</b>	<b>1,032</b>
833 000	6 459 800	6 025 000	1 948 500	30 047 200	1,032
980 100	6 503 708	5 069 153	1 586 500	28 993 472	0,995
980 200	6 580 010	5 068 353	1 586 500	29 138 269	1,000
<b>980 200</b>	<b>6 580 010</b>	<b>5 057 853</b>	<b>1 586 500</b>	<b>29 127 769</b>	<b>1,000</b>
-212 000	318 510	995 353	-375 500	1 628 269	
-6 800	166 910	2 059 853	-375 000	2 812 369	
147 200	120 210	-972 347	-362 000	-924 631	
					▼ RATIO Attribution/Possibilité
923 430	6 100 100	3 424 200	1 930 500	25 883 100	0,941
425 930	5 981 800	3 290 700	1 927 500	24 508 700	0,897
634 430	6 123 700	2 229 450	1 927 500	23 305 450	0,864
509 930	6 233 200	2 477 950	1 926 500	24 187 550	0,919
747 630	6 150 750	3 820 350	1 939 500	26 362 300	0,941
747 630	6 293 950	4 399 150	1 947 000	27 460 750	0,972
768 130	6 324 350	4 376 650	1 946 500	27 555 850	0,968
818 150	6 329 150	5 391 750	1 938 500	28 761 550	0,966
818 150	6 358 550	5 446 750	1 938 500	29 005 950	0,965
818 150	6 358 550	5 398 250	1 692 600	28 703 250	0,955
808 050	6 194 706	4 801 082	1 366 852	27 042 862	0,933
808 050	6 237 262	4 843 523	1 306 754	27 405 176	0,941
792 100	6 304 750	4 922 150	1 249 100	27 589 126	0,947
					▼ RATIO Récolte/Possibilité
238 286	3 758 143	1 731 570	1 367 898	18 248 071	0,664
44 285	3 748 414	1 702 498	1 159 798	16 769 592	0,614
145 071	4 789 643	1 435 392	1 303 009	18 259 002	0,677
299 895	5 512 980	1 545 810	1 654 408	20 888 676	0,794
503 703	6 034 404	2 120 730	1 905 883	23 999 811	0,857
533 510	5 962 714	3 083 551	2 136 417	25 622 147	0,907
631 806	5 839 202	2 690 239	1 890 528	23 745 805	0,834
420 952	6 447 467	4 777 710	1 861 420	27 369 008	0,919
569 558	5 686 461	4 329 739	1 801 102	26 367 329	0,877
547 768	6 027 561	4 459 557	1 711 120	27 453 566	0,914
642 504	5 423 524	4 574 944	1 410 269	25 833 388	0,891
629 558	5 468 938	3 704 420	1 244 765	23 858 291	0,819
460 885	5 802 656	4 141 463	1 292 771	25 339 605	0,870

**Tableau A4.5 Évolution de l'estimation de la possibilité, de l'attribution et de la récolte par région administrative, pour le territoire public québécois Résineux autres que SEPM**

<b>Autres résineux</b>	<b>▼ BAS-SAINT-LAURENT</b>	<b>▼ SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN</b>	<b>▼ CAPITALE-NATIONALE</b>	<b>▼ MAURICIE</b>	<b>▼ ESTRIE</b>	<b>▼ MONTRÉAL</b>
<b>Possibilité (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	102 500	500	10 700	71 100	600	199 000
▶ 1991-1992	102 500	500	10 700	71 100	600	199 000
▶ 1992-1993	102 500	500	10 700	71 100	600	199 000
▶ 1993-1994	102 500	300	10 700	71 100	600	199 000
▶ 1994-1995	74 000	300	11 000	71 100	600	199 000
▶ 1995-1996	74 000	500	14 700	84 700	1 400	160 600
▶ 1996-1997	74 000	500	14 700	84 700	1 400	160 600
▶ 1997-1998	74 000	500	14 700	84 700	1 400	160 600
▶ 1998-1999	74 000	500	14 700	84 700	1 400	160 600
▶ 1999-2000	74 000	500	14 700	84 700	1 400	160 600
▶ 2000-2001	42 445	0	26 506	65 100	1 400	143 900
▶ 2001-2002	42 445	478	26 706	65 100	2 200	143 900
▶ 2002-2003	42 445	478	26 706	65 100	2 200	143 900
▶ (2002-2003) - (1990-1991)	-60 055	-22	16 006	-6 000	1 600	-55 100
▶ (2002-2003) - (1991-1992)	-60 055	-22	16 006	-6 000	1 600	-55 100
▶ (2002-2003) - (2001-2002)	0	0	0	0	0	0
<b>Attribution (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	80 500	0	3 200	12 850	0	57 800
▶ 1991-1992	56 500	0	3 200	11 350	0	50 900
▶ 1992-1993	80 500	0	2 700	12 850	0	51 800
▶ 1993-1994	78 500	0	2 700	2 850	0	51 800
▶ 1994-1995	80 500	0	5 000	19 600	0	54 800
▶ 1995-1996	70 300	0	5 000	19 600	0	63 300
▶ 1996-1997	62 300	0	9 300	42 700	1 000	85 300
▶ 1997-1998	62 300	0	6 800	52 600	1 000	89 300
▶ 1998-1999	62 300	0	7 300	57 500	1 000	78 300
▶ 1999-2000	62 300	0	7 300	51 500	1 000	76 800
▶ 2000-2001	38 636	0	7 300	39 500	1 000	59 940
▶ 2001-2002	40 650	0	7 800	39 500	1 000	59 940
▶ 2002-2003	40 650	0	10 174	37 100	1 700	74 600
<b>Récolte (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	52 149	85	7 679	10 722	110	39 938
▶ 1991-1992	24 218	0	5 666	6 473	60	41 646
▶ 1992-1993	47 275	0	5 584	7 771	94	41 599
▶ 1993-1994	50 440	0	6 581	4 676	111	35 466
▶ 1994-1995	35 039	0	9 398	19 767	404	41 507
▶ 1995-1996	44 477	0	9 971	24 346	670	50 535
▶ 1996-1997	42 907	0	10 525	19 813	4 026	35 882
▶ 1997-1998	39 395	66	11 940	31 164	5 345	52 830
▶ 1998-1999	47 334	0	14 359	26 591	1 278	62 250
▶ 1999-2000	43 437	0	8 560	38 461	193	48 120
▶ 2000-2001	34 211	0	9 769	26 512	1 176	43 630
▶ 2001-2002	27 068	0	11 382	29 659	850	51 418
▶ 2002-2003	28 232	0	9 403	35 607	0	53 919

1 Le ratio Année/(2002-2003) est déterminé par la division de la possibilité d'une année donnée par celle de l'année 2002-2003.

▼ OUTAOUAIS	▼ ABITIBI- TÉMISCAMINGUE	▼ CÔTE-NORD	▼ GASPÉSIE- ÎLES-DE-LA-MADELEINE	▼ TOTAL	▼ RATIO <sup>1</sup> Année/(2002-2003)
<b>756 800</b>	<b>467 800</b>	<b>5 500</b>	<b>86 000</b>	<b>1 700 500</b>	<b>1,280</b>
<b>756 800</b>	<b>467 800</b>	<b>5 500</b>	<b>86 000</b>	<b>1 700 500</b>	<b>1,280</b>
729 900	477 400	5 500	86 000	1 683 200	1,267
729 900	477 400	5 500	87 000	1 684 000	1,267
729 900	504 300	1 000	71 000	1 662 200	1,251
717 300	495 300	1 000	71 000	1 620 500	1,220
717 300	495 300	1 000	71 000	1 620 500	1,220
717 300	495 300	1 000	71 500	1 621 000	1,220
717 300	495 300	1 000	71 500	1 621 000	1,220
717 300	495 300	1 000	71 500	1 621 000	1,220
591 500	479 036	700	36 300	1 386 887	1,044
<b>591 500</b>	<b>419 271</b>	<b>700</b>	<b>36 300</b>	<b>1 328 600</b>	<b>1,000</b>
<b>591 500</b>	<b>419 271</b>	<b>700</b>	<b>36 300</b>	<b>1 328 600</b>	<b>1,000</b>
-165 300	-48 529	-4 800	-49 700	-371 900	
-165 300	-48 529	-4 800	-49 700	-371 900	
0	0	0	0	0	
					▼ RATIO Attribution/Possibilité
405 300	272 450	0	26 000	858 100	0,505
128 600	216 450	0	25 000	492 000	0,289
266 600	277 250	0	25 000	716 700	0,426
389 600	281 250	0	25 000	831 700	0,494
457 400	282 350	0	31 800	931 450	0,560
457 400	287 050	0	33 800	936 450	0,578
486 800	302 050	0	40 800	1 030 250	0,636
492 550	240 000	0	40 800	985 350	0,608
469 550	239 000	0	45 550	960 500	0,593
468 550	240 700	0	45 550	953 700	0,588
436 600	249 300	0	26 663	858 939	0,619
436 600	248 800	0	21 446	855 736	0,644
428 000	211 500	0	35 800	839 524	0,632
					▼ RATIO Récolte/Possibilité
216 535	181 548	237	3 896	512 899	0,302
110 210	165 954	625	4 887	359 739	0,212
170 708	154 240	144	1 542	428 957	0,255
310 583	201 996	0	6 102	615 955	0,366
360 508	223 330	0	23 129	713 082	0,429
322 526	206 645	0	25 163	684 333	0,422
328 220	167 624	0	12 427	621 424	0,383
319 710	200 624	0	25 747	686 821	0,424
378 456	260 785	1 256	24 645	816 955	0,504
383 887	195 164	44	38 079	755 945	0,466
349 013	245 102	0	22 961	732 373	0,528
319 205	218 307	0	13 386	671 275	0,505
353 804	169 422	50	28 298	678 736	0,511

**Tableau A4.6 Évolution de l'estimation de la possibilité, de l'attribution et de la récolte par région administrative, pour le territoire public québécois**  
**Total Résineux**

<b>Total Résineux</b>	<b>▼ BAS-SAINT-LAURENT</b>	<b>▼ SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN</b>	<b>▼ CAPITALE-NATIONALE</b>	<b>▼ MAURICIE</b>	<b>▼ ESTRIE</b>	<b>▼ MONTRÉAL</b>
<b>Possibilité (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	1 228 000	7 870 000	876 700	3 129 400	19 500	1 282 100
▶ 1991-1992	1 227 500	7 808 000	876 700	3 129 400	19 500	1 282 100
▶ 1992-1993	1 227 500	7 808 000	876 700	3 129 400	19 500	1 282 100
▶ 1993-1994	1 227 500	7 911 800	876 700	3 022 400	19 500	1 282 100
▶ 1994-1995	1 158 100	8 356 300	805 500	3 022 400	19 500	1 282 100
▶ 1995-1996	1 158 100	8 581 300	790 900	3 015 400	29 900	1 137 200
▶ 1996-1997	1 158 100	8 645 300	790 900	3 015 400	29 900	1 137 200
▶ 1997-1998	1 158 100	8 764 300	790 900	2 968 900	29 900	1 137 200
▶ 1998-1999	1 158 100	9 031 800	790 900	2 968 900	29 900	1 137 200
▶ 1999-2000	1 158 100	9 031 800	790 900	2 968 900	29 900	1 137 200
▶ 2000-2001	911 720	9 140 220	815 422	3 080 300	29 900	1 155 800
▶ 2001-2002	911 720	9 241 993	786 422	3 080 300	27 800	1 155 800
▶ 2002-2003	911 720	9 241 993	786 422	3 080 300	27 800	1 155 800
▶ (2002-2003) - (1990-1991)	-316 280	1 270 220	-61 278	-49 100	10 400	-126 300
▶ (2002-2003) - (1993-1994)	-315 780	1 330 193	-90 278	57 900	8 300	-126 300
▶ (2002-2003) - (1998-1999)	-246 380	210 193	-4 478	111 400	-2 100	18 600
<b>Attribution (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	1 201 000	7 586 450	862 000	2 923 250	18 600	1 067 920
▶ 1991-1992	1 177 000	7 613 450	860 500	2 389 250	18 600	945 920
▶ 1992-1993	1 201 000	7 383 050	851 350	2 008 150	18 600	1 076 070
▶ 1993-1994	999 000	7 592 900	786 550	2 717 700	18 600	1 061 070
▶ 1994-1995	1 204 000	8 030 900	790 950	2 755 450	18 600	1 064 070
▶ 1995-1996	1 154 400	8 422 000	759 450	2 811 800	11 000	1 072 570
▶ 1996-1997	1 146 400	8 501 200	772 300	2 834 450	29 400	1 057 070
▶ 1997-1998	1 146 400	8 637 700	776 400	2 844 350	29 400	1 061 750
▶ 1998-1999	1 146 400	8 747 700	776 900	2 899 250	29 400	1 050 750
▶ 1999-2000	1 144 900	8 735 200	775 600	2 900 250	29 400	1 049 250
▶ 2000-2001	853 968	8 539 600	737 240	2 833 850	29 400	1 024 490
▶ 2001-2002	891 887	8 768 700	725 050	2 918 950	29 400	1 024 490
▶ 2002-2003	909 825	8 750 700	736 025	2 974 900	27 300	1 086 500
<b>Récolte (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	1 064 593	6 526 491	680 967	2 134 995	14 985	840 826
▶ 1991-1992	963 283	6 009 427	577 442	1 958 021	12 123	672 364
▶ 1992-1993	1 179 862	6 560 641	726 828	1 475 455	13 453	731 971
▶ 1993-1994	1 148 750	7 050 261	741 389	2 090 938	10 038	931 481
▶ 1994-1995	1 114 059	7 974 728	762 501	2 691 781	15 284	982 853
▶ 1995-1996	1 114 904	8 451 052	725 777	2 793 799	13 949	936 473
▶ 1996-1997	1 072 749	7 891 576	724 809	2 168 351	31 908	917 790
▶ 1997-1998	1 104 894	8 345 974	743 309	2 797 110	39 909	971 003
▶ 1998-1999	1 154 241	8 645 679	676 720	2 616 535	23 453	1 015 653
▶ 1999-2000	1 133 301	9 201 461	682 314	2 847 145	22 811	959 299
▶ 2000-2001	838 612	8 806 449	618 928	2 770 045	30 053	833 356
▶ 2001-2002	829 405	8 030 633	613 005	2 527 574	24 651	905 719
▶ 2002-2003	826 903	8 651 986	605 157	2 703 569	360	981 018

1 Le ratio Année/(2002-2003) est déterminé par la division de la possibilité d'une année donnée par celle de l'année 2002-2003.

▼ OUTAOUAIS	▼ ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	▼ CÔTE-NORD	▼ GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	▼ TOTAL	▼ RATIO <sup>1</sup> Année/(2002-2003)
<b>1 949 000</b>	<b>6 729 300</b>	<b>4 068 000</b>	<b>2 048 000</b>	<b>29 200 000</b>	<b>0,959</b>
1 949 000	6 729 300	3 958 500	2 046 500	29 026 500	0,953
1 716 900	6 817 000	3 723 500	2 046 500	28 647 100	0,941
<b>1 716 900</b>	<b>6 890 500</b>	<b>3 003 500</b>	<b>2 048 500</b>	<b>27 999 400</b>	<b>0,919</b>
1 716 900	6 939 300	4 337 200	2 027 500	29 664 800	0,974
1 550 300	6 964 200	4 616 200	2 027 500	29 871 000	0,981
1 550 300	6 965 100	4 759 200	2 027 500	30 078 900	0,988
1 550 300	6 955 100	6 031 200	2 020 000	31 405 900	1,031
<b>1 550 300</b>	<b>6 955 100</b>	<b>6 031 200</b>	<b>2 020 000</b>	<b>31 673 400</b>	<b>1,040</b>
1 550 300	6 955 100	6 026 000	2 020 000	31 668 200	1,040
1 571 600	6 982 744	5 069 853	1 622 800	30 380 359	0,998
1 571 700	6 999 281	5 069 053	1 622 800	30 466 869	1,000
<b>1 571 700</b>	<b>6 999 281</b>	<b>5 058 553</b>	<b>1 622 800</b>	<b>30 456 369</b>	<b>1,000</b>
-377 400	253 444	1 001 853	-425 200	1 180 359	
-145 200	108 781	2 065 553	-425 700	2 467 469	
21 400	44 181	-972 647	-397 200	-1 217 031	
					<b>▼ RATIO</b> Attribution/Possibilité
1 328 730	6 372 550	3 424 200	1 956 500	26 741 200	0,916
554 530	6 198 250	3 290 700	1 952 500	25 000 700	0,861
901 030	6 400 950	2 229 450	1 952 500	24 022 150	0,839
899 530	6 514 450	2 477 950	1 951 500	25 019 250	0,894
1 205 030	6 433 100	3 820 350	1 971 300	27 293 750	0,920
1 205 030	6 581 000	4 399 150	1 980 800	28 397 200	0,951
1 254 930	6 626 400	4 376 650	1 987 300	28 586 100	0,950
1 310 700	6 569 150	5 391 750	1 979 300	29 746 900	0,947
1 287 700	6 597 550	5 446 750	1 984 050	29 966 450	0,946
1 286 700	6 599 250	5 398 250	1 738 150	29 656 950	0,936
1 244 650	6 444 006	4 801 082	1 393 515	27 901 801	0,918
1 244 650	6 486 062	4 843 523	1 328 200	28 260 912	0,928
1 220 100	6 516 250	4 922 150	1 284 900	28 428 650	0,933
					<b>▼ RATIO</b> Récolte/Possibilité
454 821	3 939 691	1 731 807	1 371 794	18 760 970	0,642
154 495	3 914 368	1 703 123	1 164 685	17 129 331	0,590
3 15 779	4 943 883	1 435 536	1 304 551	18 687 959	0,652
610 478	5 714 976	1 545 810	1 660 510	21 504 631	0,768
864 211	6 257 734	2 120 730	1 929 012	24 712 893	0,833
856 036	6 169 359	3 083 551	2 161 580	26 306 480	0,881
960 026	6 006 826	2 690 239	1 902 955	24 367 229	0,810
740 662	6 648 091	4 777 710	1 887 167	28 055 829	0,893
948 014	5 947 247	4 330 995	1 825 747	27 184 285	0,858
931 655	6 222 724	4 459 601	1 749 199	28 209 511	0,891
991 517	5 668 627	4 574 944	1 433 231	26 565 761	0,874
948 763	5 687 245	3 704 420	1 258 151	24 529 567	0,805
814 689	5 972 078	4 141 513	1 321 069	26 018 341	0,854

**Tableau A4.7 Évolution de l'estimation de la possibilité, de l'attribution et de la récolte par région administrative, pour le territoire public québécois  
Peuplier faux-tremble**

Peuplier faux-tremble	▼ BAS-SAINT-LAURENT	▼ SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	▼ CAPITALE-NATIONALE	▼ MAURICIE	▼ ESTRIE	▼ MONTRÉAL
<b>Possibilité (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	105 000	585 500	54 500	504 200	2 700	215 600
▶ 1991-1992	105 000	581 000	54 500	504 200	2 700	223 000
▶ 1992-1993	105 000	581 000	54 500	504 200	2 700	236 400
▶ 1993-1994	105 000	583 100	54 500	505 700	2 700	236 400
▶ 1994-1995	92 500	588 600	51 800	505 700	2 700	236 400
▶ 1995-1996	92 500	606 500	59 600	510 700	4 200	276 800
▶ 1996-1997	92 500	614 000	59 600	510 700	4 200	276 800
▶ 1997-1998	92 500	628 000	59 600	514 200	4 200	276 800
▶ 1998-1999	92 500	643 000	59 600	514 200	4 200	276 800
▶ 1999-2000	92 500	643 000	59 600	514 200	4 200	276 800
▶ 2000-2001	110 850	616 400	101 900	529 100	4 200	265 100
▶ 2001-2002	110 850	659 061	100 500	529 100	5 500	265 100
▶ 2002-2003	110 850	659 061	100 500	529 100	5 500	265 100
▶ (2002-2003) - (1990-1991)	5 850	30 900	47 400	24 900	1 500	49 500
▶ (2002-2003) - (1991-1992)	5 850	78 061	46 000	24 900	2 800	42 100
▶ (2002-2003) - (1998-1999)	18 350	16 061	40 900	14 900	1 300	-11 700
<b>Attribution (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	36 000	409 600	23 500	406 400	2 600	198 900
▶ 1991-1992	36 000	446 600	37 500	406 400	2 600	202 900
▶ 1992-1993	39 600	446 400	37 500	318 200	2 600	218 100
▶ 1993-1994	40 500	498 400	47 900	422 300	2 600	228 000
▶ 1994-1995	40 500	522 900	48 300	422 300	2 600	228 000
▶ 1995-1996	92 050	546 250	48 300	422 300	2 600	228 000
▶ 1996-1997	92 050	548 250	56 500	430 000	4 200	236 000
▶ 1997-1998	92 050	548 250	56 500	430 000	2 200	236 000
▶ 1998-1999	92 050	557 250	45 500	463 700	4 200	235 700
▶ 1999-2000	92 050	565 750	56 500	463 700	4 200	247 700
▶ 2000-2001	86 939	550 850	77 900	444 700	4 200	240 300
▶ 2001-2002	101 550	494 850	53 300	444 700	4 200	240 300
▶ 2002-2003	101 650	421 900	67 100	427 000	2 500	246 400
<b>Récolte (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	30 852	230 414	1 661	174 080	159	152 058
▶ 1991-1992	20 859	117 426	1 309	206 975	49	162 359
▶ 1992-1993	7 459	152 157	2 763	258 996	1 873	231 078
▶ 1993-1994	35 870	406 069	21 095	268 188	2 392	197 602
▶ 1994-1995	56 888	488 141	44 355	386 121	2 226	197 921
▶ 1995-1996	68 038	475 837	24 323	421 926	5 139	182 808
▶ 1996-1997	53 943	301 051	23 713	244 194	10 548	190 796
▶ 1997-1998	91 560	365 845	41 559	360 582	11 059	182 739
▶ 1998-1999	126 006	483 181	19 059	388 305	17 473	209 940
▶ 1999-2000	89 933	294 679	33 069	427 070	11 482	169 316
▶ 2000-2001	87 591	428 908	28 643	342 451	8 833	180 269
▶ 2001-2002	103 136	444 641	52 441	347 182	9 568	188 460
▶ 2002-2003	92 661	47 799	42 849	347 716	30	188 938

1 Le ratio Année/(2002-2003) est déterminé par la division de la possibilité d'une année donnée par celle de l'année 2002-2003.

▼ OUTAOUAIS	▼ ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	▼ CÔTE-NORD	▼ GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	▼ TOTAL	▼ RATIO <sup>1</sup> Année/(2002-2003)
461 200	1 020 800	223 500	135 000	3 308 000	0,901
446 693	1 022 800	223 500	134 500	3 297 893	0,898
450 600	1 026 000	220 000	134 500	3 314 900	0,902
450 600	1 036 500	193 700	135 000	3 303 200	0,899
450 600	1 280 150	155 500	125 000	3 488 950	0,950
487 600	1 251 900	288 000	125 000	3 702 800	1,008
487 600	1 239 200	285 500	125 000	3 695 100	1,006
487 600	1 250 700	284 000	132 000	3 729 600	1,015
487 600	1 250 700	284 000	132 000	3 744 600	1,019
487 600	1 250 700	283 800	132 000	3 744 400	1,019
478 400	1 147 083	274 160	142 700	3 669 893	0,999
478 400	1 092 673	290 460	142 700	3 674 344	1,000
478 400	1 092 673	289 460	142 700	3 673 344	1,000
17 200	126 283	50 660	7 700	361 893	
31 707	69 873	66 960	8 200	376 451	
-9 200	-158 027	5 460	10 700	-71 256	
					▼ RATIO Attribution/Possibilité
7 500	700 500	49 000	6 500	1 840 500	0,556
13 500	700 500	34 000	11 000	1 891 000	0,573
13 500	696 500	500	11 000	1 783 900	0,538
13 500	731 500	32 600	6 500	2 023 800	0,613
323 500	1 094 600	51 000	42 300	2 776 000	0,796
313 500	1 143 000	51 000	100 850	2 947 850	0,796
440 200	1 143 000	10 000	111 750	3 071 950	0,831
440 200	1 184 800	10 000	111 750	3 111 750	0,834
435 900	1 184 800	10 000	111 750	3 140 850	0,839
435 900	1 184 800	10 000	111 750	3 172 350	0,847
423 900	984 343	10 000	100 092	2 923 224	0,797
423 900	904 552	0	108 945	2 776 297	0,756
437 700	751 700	0	116 050	2 572 000	0,700
					▼ RATIO Récolte/Possibilité
2 377	262 915	12 677	1 568	868 761	0,263
5 982	276 392	23	1 578	792 952	0,240
14 093	491 354	0	0	1 159 773	0,350
35 201	493 905	1 917	0	1 462 239	0,443
21 917	566 111	17 275	36 473	1 817 428	0,521
80 044	559 885	5 661	50 137	1 873 798	0,506
73 721	559 396	7 497	18 367	1 483 226	0,401
221 088	734 449	2 008	18 736	2 029 625	0,544
307 286	756 095	1 545	91 849	2 400 739	0,641
378 172	743 522	6 292	47 183	2 200 717	0,588
309 935	665 082	5 897	86 600	2 144 211	0,584
257 340	600 820	8 394	117 157	2 129 139	0,579
330 036 04	664 076	8 471	135 993	1 858 568	0,506

**Tableau A4.8 Évolution de l'estimation de la possibilité, de l'attribution et de la récolte par région administrative, pour le territoire public québécois Feuillus durs**

Feuillus durs	▼ BAS-SAINT-LAURENT	▼ SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	▼ CAPITALE-NATIONALE	▼ MAURICIE	▼ ESTRIE	▼ MONTRÉAL
<b>Possibilité (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	349 500	1 001 000	316 000	810 100	32 700	1 187 000
▶ 1991-1992	349 500	996 500	316 000	810 100	32 700	1 187 000
▶ 1992-1993	349 500	996 500	316 000	810 100	32 700	1 187 000
▶ 1993-1994	349 500	999 200	316 000	801 600	32 700	1 187 000
▶ 1994-1995	244 500	1 001 703	306 300	801 600	32 700	1 187 000
▶ 1995-1996	244 500	959 200	287 200	1 188 400	35 800	1 224 900
▶ 1996-1997	244 500	974 700	287 200	1 188 400	35 800	1 224 900
▶ 1997-1998	244 500	1 029 700	287 200	1 190 900	35 800	1 224 900
▶ 1998-1999	244 500	1 069 700	287 200	1 190 900	35 800	1 224 900
▶ 1999-2000	244 500	1 069 700	287 200	1 190 900	35 800	1 224 900
▶ 2000-2001	252 050	1 013 280	292 007	1 178 700	35 800	1 264 600
▶ 2001-2002	252 050	1 008 679	282 107	1 178 700	38 100	1 264 600
▶ 2002-2003	252 050	1 008 679	282 107	1 178 700	38 100	1 264 600
▶ (2002-2003) - (1990-1991)	-97 450	7 679	-33 893	368 600	5 400	77 600
▶ (2002-2003) - (1994-1995)	7 550	6 976	-24 193	377 100	5 400	77 600
▶ (2002-2003) - (1998-1999)	7 550	-61 021	-5 093	-12 200	2 300	39 700
<b>Attribution (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	277 500	164 625	139 000	194 100	31 450	385 200
▶ 1991-1992	300 900	177 625	125 900	165 000	31 450	383 650
▶ 1992-1993	282 500	147 425	123 505	467 700	31 450	465 370
▶ 1993-1994	282 500	210 425	125 505	512 900	31 450	568 770
▶ 1994-1995	277 500	231 625	202 805	593 000	31 450	635 270
▶ 1995-1996	224 400	286 175	216 805	591 000	31 450	634 420
▶ 1996-1997	224 400	382 075	229 100	764 500	30 450	719 920
▶ 1997-1998	237 000	381 550	188 200	772 350	30 350	619 420
▶ 1998-1999	237 000	443 550	184 500	780 250	30 350	703 520
▶ 1999-2000	237 000	391 550	195 600	767 250	30 350	749 520
▶ 2000-2001	170 806	365 250	154 900	731 800	30 350	726 210
▶ 2001-2002	219 070	496 750	135 100	546 800	30 350	724 210
▶ 2002-2003	216 975	466 600	101 800	547 450	13 800	839 950
<b>Récolte (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	192 360	52 396	86 112	98 302	23 388	405 270
▶ 1991-1992	198 322	29 129	56 191	118 023	22 926	420 122
▶ 1992-1993	230 426	32 258	59 157	203 923	9 200	550 945
▶ 1993-1994	210 923	115 036	63 796	151 506	23 154	548 627
▶ 1994-1995	227 191	176 057	126 227	243 304	21 916	615 639
▶ 1995-1996	218 793	171 527	107 346	386 774	18 704	560 823
▶ 1996-1997	226 293	65 384	97 479	203 081	27 322	529 756
▶ 1997-1998	200 423	260 988	112 966	221 191	26 568	578 119
▶ 1998-1999	201 970	236 249	102 439	273 007	17 431	677 400
▶ 1999-2000	202 309	271 764	95 806	263 852	21 529	633 996
▶ 2000-2001	166 614	356 881	77 886	354 201	23 997	620 426
▶ 2001-2002	186 894	375 776	76 787	403 733	17 428	639 802
▶ 2002-2003	155 659	241 492	85 752	448 582	4 326	664 503

1 Le ratio Année/(2002-2003) est déterminé par la division de la possibilité d'une année donnée par celle de l'année 2002-2003.

▼ OUTAOUAIS	▼ ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	▼ CÔTE-NORD	▼ GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	▼ TOTAL	▼ RATIO <sup>1</sup> Année/(2002-2003)
<b>2 096 100</b>	<b>1 259 800</b>	<b>437 000</b>	<b>247 500</b>	<b>7 736 700</b>	<b>0,997</b>
2 110 607	1 259 800	433 000	244 500	7 739 707	0,998
2 032 200	1 333 100	426 000	244 500	7 727 600	0,996
2 032 200	1 333 600	351 500	252 000	7 655 300	0,987
<b>2 032 200</b>	<b>1 471 370</b>	<b>301 600</b>	<b>184 000</b>	<b>7 562 973</b>	<b>0,975</b>
2 112 400	1 490 600	464 600	184 000	8 191 600	1,056
2 112 400	1 483 500	452 600	184 000	8 188 000	1,056
2 112 400	1 517 300	448 600	187 500	8 278 800	1,067
<b>2 112 400</b>	<b>1 517 300</b>	<b>448 600</b>	<b>187 500</b>	<b>8 318 800</b>	<b>1,073</b>
2 112 400	1 517 300	446 100	187 500	8 316 300	1,072
1 777 700	1 499 935	370 937	122 800	7 807 809	1,007
1 777 700	1 377 738	459 637	122 800	7 762 111	1,001
<b>1 777 700</b>	<b>1 377 738</b>	<b>453 637</b>	<b>122 800</b>	<b>7 756 111</b>	<b>1,000</b>
-318 400	117 938	16 637	-124 700	19 411	
-254 500	-93 632	152 037	-61 200	193 138	
-334 700	-139 562	5 037	-64 700	-562 689	
					▼ RATIO Attribution/Possibilité
702 800	327 500	45 000	22 000	2 289 175	0,296
702 800	327 500	45 000	49 500	2 309 325	0,298
700 000	454 400	0	49 500	2 721 850	0,352
779 500	484 400	6 000	22 000	3 023 450	0,395
879 500	563 700	6 000	29 500	3 450 350	0,456
879 500	547 700	4 000	73 450	3 488 900	0,426
1 193 500	745 700	4 500	72 000	4 366 145	0,533
1 075 520	727 160	4 500	75 000	4 111 050	0,497
1 320 020	656 660	4 500	83 000	4 443 350	0,534
1 305 820	656 960	14 500	81 000	4 429 550	0,533
1 310 520	631 524	14 500	61 557	4 197 417	0,538
1 310 520	624 828	10 500	46 740	4 144 868	0,534
1 316 900	631 700	10 500	31 600	4 177 275	0,539
					▼ RATIO Récolte/Possibilité
372 233	221 814	11 900	5 053	1 468 828	0,190
195 339	198 220	40	16 214	1 254 526	0,162
453 744	284 347	8	13 178	1 837 186	0,238
512 729	271 955	0	9 003	1 906 729	0,249
612 059	366 897	5 224	8 565	2 403 079	0,318
640 504	403 232	14	12 994	2 520 711	0,308
566 631	188 193	0	27 240	1 931 379	0,236
789 123	371 145	436	32 871	2 593 830	0,313
818 741	347 262	11	34 571	2 709 082	0,326
718 756	279 478	8 136	21 940	2 517 565	0,303
711 767	349 156	8 405	35 741	2 705 074	0,346
793 079	226 451	7 755	48 752	2 776 457	0,358
716 784	268 549	6 143	65 846	2 657 635	0,343

**Tableau A4.9 Évolution de l'estimation de la possibilité, de l'attribution et de la récolte par région administrative, pour le territoire public québécois**  
**Total Feuillus**

<b>Total Feuillus</b>	<b>▼ BAS-SAINT-LAURENT</b>	<b>▼ SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN</b>	<b>▼ CAPITALE-NATIONALE</b>	<b>▼ MAURICIE</b>	<b>▼ ESTRIE</b>	<b>▼ MONTRÉAL</b>
<b>Possibilité (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	454 500	1 586 500	370 500	1 314 300	35 400	1 402 600
▶ 1991-1992	454 500	1 577 500	370 500	1 314 300	35 400	1 410 000
▶ 1992-1993	454 500	1 577 500	370 500	1 314 300	35 400	1 423 400
▶ 1993-1994	454 500	1 582 300	370 500	1 307 300	35 400	1 423 400
▶ 1994-1995	337 000	1 590 303	358 100	1 307 300	35 400	1 423 400
▶ 1995-1996	337 000	1 565 700	346 800	1 699 100	40 000	1 501 700
▶ 1996-1997	337 000	1 588 700	346 800	1 699 100	40 000	1 501 700
▶ 1997-1998	337 000	1 657 700	346 800	1 705 100	40 000	1 501 700
▶ 1998-1999	337 000	1 712 700	346 800	1 705 100	40 000	1 501 700
▶ 1999-2000	337 000	1 712 700	346 800	1 705 100	40 000	1 501 700
▶ 2000-2001	362 900	1 629 680	393 907	1 707 800	40 000	1 529 700
▶ 2001-2002	362 900	1 667 740	382 607	1 707 800	43 600	1 529 700
▶ 2002-2003	362 900	1 667 740	382 607	1 707 800	43 600	1 529 700
▶ (2002-2003) - (1990-1991)	-91 600	81 240	12 107	393 500	8 200	127 100
▶ (2002-2003) - (1994-1995)	-91 600	85 440	12 107	400 500	8 200	106 300
▶ (2002-2003) - (1998-1999)	25 900	-44 960	35 807	2 700	3 600	28 000
<b>Attribution (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	313 500	574 225	162 500	600 500	34 050	584 100
▶ 1991-1992	336 900	624 225	163 400	571 400	34 050	586 550
▶ 1992-1993	322 100	593 825	161 005	785 900	34 050	683 470
▶ 1993-1994	323 000	708 825	173 405	935 200	34 050	796 770
▶ 1994-1995	318 000	754 525	251 105	1 015 300	34 050	863 270
▶ 1995-1996	316 450	832 425	265 105	1 013 300	34 050	862 420
▶ 1996-1997	316 450	930 325	285 600	1 194 500	34 650	955 920
▶ 1997-1998	329 050	929 800	244 700	1 202 350	32 550	855 420
▶ 1998-1999	329 050	1 000 800	230 000	1 243 950	34 550	939 220
▶ 1999-2000	329 050	957 300	252 100	1 230 950	34 550	997 220
▶ 2000-2001	257 745	916 100	232 800	1 176 500	34 550	966 510
▶ 2001-2002	320 620	991 600	188 400	991 500	34 550	964 510
▶ 2002-2003	318 625	888 500	168 900	974 450	16 300	1 086 350
<b>Récolte (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	223 212	282 810	87 773	272 382	23 547	557 328
▶ 1991-1992	219 181	146 555	57 500	324 998	22 975	582 481
▶ 1992-1993	237 885	184 415	61 920	462 919	11 073	782 023
▶ 1993-1994	246 793	521 105	84 891	419 694	25 546	746 229
▶ 1994-1995	284 079	664 198	170 582	629 425	24 142	813 560
▶ 1995-1996	286 831	647 364	131 669	808 700	23 843	743 631
▶ 1996-1997	280 236	366 435	121 192	447 275	37 870	720 552
▶ 1997-1998	291 983	626 833	154 525	581 773	37 627	760 858
▶ 1998-1999	327 976	719 430	121 497	661 312	34 904	887 341
▶ 1999-2000	292 242	566 443	128 875	690 922	33 011	803 312
▶ 2000-2001	254 205	785 790	106 529	696 652	32 831	800 695
▶ 2001-2002	290 030	820 417	129 228	750 915	26 996	828 261
▶ 2002-2003	248 320	289 291	128 601	796 299	4 356	853 441

1 Le ratio Année/(2002-2003) est déterminé par la division de la possibilité d'une année donnée par celle de l'année 2002-2003.

▼ OUTAOUAIS	▼ ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	▼ CÔTE-NORD	▼ GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	▼ TOTAL	▼ RATIO <sup>1</sup> Année/(2002-2003)
<b>2 557 300</b>	<b>2 280 600</b>	<b>660 500</b>	<b>382 500</b>	<b>11 044 700</b>	<b>0,966</b>
2 557 300	2 282 600	656 500	379 000	11 037 600	0,966
2 482 800	2 359 100	646 000	379 000	11 042 500	0,966
<b>2 482 800</b>	<b>2 370 100</b>	<b>545 200</b>	<b>387 000</b>	<b>10 958 500</b>	<b>0,959</b>
2 482 800	2 751 520	457 100	309 000	11 051 923	0,967
2 600 000	2 742 500	752 600	309 000	11 894 400	1,041
2 600 000	2 722 700	738 100	309 000	11 883 100	1,040
2 600 000	2 768 000	732 600	319 500	12 008 400	1,051
<b>2 600 000</b>	<b>2 768 000</b>	<b>732 600</b>	<b>319 500</b>	<b>12 063 400</b>	<b>1,055</b>
2 600 000	2 768 000	729 900	319 500	12 060 700	1,055
2 256 100	2 647 018	645 097	265 500	11 477 702	1,004
2 256 100	2 470 411	750 097	265 500	11 436 455	1,001
<b>2 256 100</b>	<b>2 470 411</b>	<b>743 097</b>	<b>265 500</b>	<b>11 429 455</b>	<b>1,000</b>
-301 200	189 811	82 597	-117 000	384 755	
-226 700	100 311	197 897	-121 500	470 955	
-343 900	-297 589	10 497	-54 000	-633 945	
					▼ RATIO Attribution/Possibilité
710 300	1 028 000	94 000	28 500	4 129 675	0,374
716 300	1 028 000	79 000	60 500	4 200 325	0,381
713 500	1 150 900	500	60 500	4 505 750	0,408
793 000	1 215 900	38 600	28 500	5 047 250	0,461
1 203 000	1 658 300	57 000	71 800	6 226 350	0,563
1 193 000	1 690 700	55 000	174 300	6 436 750	0,541
1 633 700	1 888 700	14 500	183 750	7 438 095	0,626
1 515 720	1 911 960	14 500	186 750	7 222 800	0,601
1 755 920	1 841 460	14 500	194 750	7 584 200	0,629
1 741 720	1 841 760	24 500	192 750	7 601 900	0,630
1 734 420	1 615 867	24 500	161 649	7 120 641	0,620
1 734 420	1 529 380	10 500	155 685	6 921 165	0,605
1 754 600	1 383 400	10 500	147 650	6 749 275	0,591
					▼ RATIO Récolte/Possibilité
374 610	484 729	24 577	6 621	2 337 589	0,212
201 321	474 612	63	17 792	2 047 478	0,186
467 837	775 701	8	13 178	2 996 959	0,271
547 930	765 860	1 917	9 003	3 368 968	0,307
633 976	933 008	22 499	45 038	4 220 507	0,382
720 548	963 117	5 675	63 131	4 394 509	0,369
640 352	747 589	7 497	45 607	3 414 605	0,287
1 010 211	1 105 594	2 444	51 607	4 623 455	0,385
1 126 027	1 103 357	1 557	126 420	5 109 820	0,424
1 096 928	1 023 000	14 428	69 123	4 718 282	0,391
1 021 702	1 014 238	14 302	122 341	4 849 285	0,422
1 050 420	827 270	16 149	165 909	4 905 596	0,429
1 046 820	932 625	14 614	201 838	4 516 204	0,395

**Tableau A4.10 Évolution de l'estimation de la possibilité, de l'attribution et de la récolte par région administrative, pour le territoire public québécois**  
**Total toutes essences**

Total toutes essences	▼ BAS-SAINT-LAURENT	▼ SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	▼ CAPITALE-NATIONALE	▼ MAURICIE	▼ ESTRIE	▼ MONTRÉAL
<b>Possibilité (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	1 682 500	9 456 500	1 247 200	4 443 700	54 900	2 684 700
▶ 1991-1992	1 682 000	9 385 500	1 247 200	4 443 700	54 900	2 692 100
▶ 1992-1993	1 682 000	9 385 500	1 247 200	4 443 700	54 900	2 705 500
▶ 1993-1994	1 682 000	9 494 100	1 247 200	4 329 700	54 900	2 705 500
▶ 1994-1995	1 495 100	9 946 603	1 163 600	4 329 700	54 900	2 705 500
▶ 1995-1996	1 495 100	10 147 000	1 137 700	4 714 500	69 900	2 638 900
▶ 1996-1997	1 495 100	10 234 000	1 137 700	4 714 500	69 900	2 638 900
▶ 1997-1998	1 495 100	10 422 000	1 137 700	4 674 000	69 900	2 638 900
▶ 1998-1999	1 495 100	10 744 500	1 137 700	4 674 000	69 900	2 638 900
▶ 1999-2000	1 495 100	10 744 500	1 137 700	4 674 000	69 900	2 638 900
▶ 2000-2001	1 274 620	10 769 900	1 209 329	4 788 100	69 900	2 685 500
▶ 2001-2002	1 274 620	10 909 733	1 169 029	4 788 100	71 400	2 685 500
▶ 2002-2003	1 274 620	10 909 733	1 169 029	4 788 100	71 400	2 685 500
▶ (2002-2003) - (1990-1991)	-407 880	1 453 233	-78 171	344 400	16 500	800
▶ (2002-2003) - (1994-1995)	-407 380	1 415 633	-78 171	458 400	16 500	-20 000
▶ (2002-2003) - (1998-1999)	-220 480	165 233	31 329	114 100	1 500	46 600
<b>Attribution (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	1 514 500	8 160 675	1 024 500	3 523 750	52 650	1 652 020
▶ 1991-1992	1 513 900	8 237 675	1 023 900	2 960 650	52 650	1 532 470
▶ 1992-1993	1 523 100	7 976 875	1 012 355	2 794 050	52 650	1 759 540
▶ 1993-1994	1 322 000	8 301 725	959 955	3 652 900	52 650	1 857 840
▶ 1994-1995	1 522 000	8 785 425	1 042 055	3 770 750	52 650	1 927 340
▶ 1995-1996	1 470 850	9 254 425	1 024 555	3 825 100	45 050	1 934 990
▶ 1996-1997	1 462 850	9 431 525	1 057 900	4 028 950	64 050	2 012 990
▶ 1997-1998	1 475 450	9 567 500	1 021 100	4 046 700	61 950	1 917 170
▶ 1998-1999	1 475 450	9 748 500	1 006 900	4 143 200	63 950	1 989 970
▶ 1999-2000	1 473 950	9 692 500	1 027 700	4 131 200	63 950	2 046 470
▶ 2000-2001	1 111 713	9 455 700	970 040	4 010 350	63 950	1 991 000
▶ 2001-2002	1 212 507	9 760 300	913 450	3 910 450	63 950	1 989 000
▶ 2002-2003	1 228 450	9 639 200	904 925	3 949 350	43 600	2 172 850
<b>Récolte (m<sup>3</sup>)</b>						
▶ 1990-1991	1 287 805	6 809 301	768 740	2 407 377	38 532	1 398 154
▶ 1991-1992	1 182 464	6 155 982	634 942	2 283 019	35 098	1 254 845
▶ 1992-1993	1 417 747	6 745 056	788 748	1 938 374	24 526	1 513 994
▶ 1993-1994	1 395 543	7 571 366	826 280	2 510 632	35 584	1 677 710
▶ 1994-1995	1 398 138	8 638 926	933 083	3 321 206	39 426	1 796 413
▶ 1995-1996	1 401 735	9 098 416	857 446	3 602 499	37 792	1 680 104
▶ 1996-1997	1 352 985	8 258 011	846 001	2 615 626	69 778	1 638 342
▶ 1997-1998	1 396 877	8 972 807	897 834	3 378 883	77 536	1 731 861
▶ 1998-1999	1 482 217	9 365 109	798 218	3 277 847	58 357	1 902 994
▶ 1999-2000	1 425 543	9 767 904	811 189	3 538 067	55 822	1 762 611
▶ 2000-2001	1 092 817	9 592 239	725 458	3 466 697	62 884	1 634 051
▶ 2001-2002	1 119 436	8 851 050	742 233	3 278 489	51 647	1 733 980
▶ 2002-2003	1 075 222	8 941 277	733 758	3 499 868	4 716	1 834 459

1 Le ratio Année/(2002-2003) est déterminé par la division de la possibilité d'une année donnée par celle de l'année 2002-2003.

▼ OUTAOUAIS	▼ ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	▼ CÔTE-NORD	▼ GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	▼ TOTAL	▼ RATIO <sup>1</sup> Année/(2002-2003)
<b>4 506 300</b>	<b>9 009 900</b>	<b>4 728 500</b>	<b>2 430 500</b>	<b>40 244 700</b>	<b>0,961</b>
4 506 300	9 011 900	4 615 000	2 425 500	40 064 100	0,957
4 199 700	9 176 100	4 369 500	2 425 500	39 689 600	0,948
<b>4 199 700</b>	<b>9 260 600</b>	<b>3 548 700</b>	<b>2 435 500</b>	<b>38 957 900</b>	<b>0,930</b>
4 199 700	9 690 820	4 794 300	2 336 500	40 716 723	0,972
4 150 300	9 706 700	5 368 800	2 336 500	41 765 400	0,997
4 150 300	9 687 800	5 497 300	2 336 500	41 962 000	1,002
4 150 300	9 723 100	6 763 800	2 339 500	43 414 300	1,036
<b>4 150 300</b>	<b>9 723 100</b>	<b>6 763 800</b>	<b>2 339 500</b>	<b>43 736 800</b>	<b>1,044</b>
4 150 300	9 723 100	6 755 900	2 339 500	43 728 900	1,044
3 827 700	9 629 762	5 714 950	1 888 300	41 858 061	0,999
3 827 800	9 469 692	5 819 150	1 888 300	41 903 324	1,000
<b>3 827 800</b>	<b>9 469 692</b>	<b>5 801 650</b>	<b>1 888 300</b>	<b>41 885 824</b>	<b>1,000</b>
-678 500	459 792	1 073 150	-542 200	1 641 124	
-371 900	209 092	2 252 950	-547 200	2 927 924	
-322 500	-253 408	-962 150	-451 200	-1 850 976	
					▼ RATIO Attribution/Possibilité
2 039 030	740055000,0%	3 518 200	1 985 000	30 870 875	0,767
1 270 830	7 226 250	3 369 700	2 013 000	29 201 025	0,729
1 614 530	7 551 850	2 229 950	2 013 000	28 527 900	0,719
1 692 530	7 730 350	2 516 550	1 980 000	30 066 500	0,772
2 408 030	8 091 400	3 877 350	2 043 100	33 520 100	0,823
2 398 030	8 271 700	4 454 150	2 155 100	34 833 950	0,834
2 888 630	8 515 100	4 391 150	2 171 050	36 024 195	0,858
2 826 420	8 481 110	5 406 250	2 166 050	36 969 700	0,852
3 043 620	8 439 010	5 461 250	2 178 800	37 550 650	0,859
3 028 420	8 441 010	5 422 750	1 930 900	37 258 850	0,852
2 979 070	8 059 873	4 825 582	1 555 164	35 022 442	0,837
2 979 070	8 015 442	4 854 023	1 483 885	35 182 077	0,840
2 974 700	7 899 650	4 932 650	1 432 550	35 177 925	0,840
					▼ RATIO Récolte/Possibilité
829 431	4 424 420	1 756 384	1 378 415	21 098 559	0,524
355 816	4 388 980	1 703 186	1 182 477	19 176 809	0,479
783 616	5 719 584	1 435 544	1 317 729	21 684 918	0,546
1 158 408	6 480 836	1 547 727	1 669 513	24 873 599	0,638
1 498 187	7 190 742	2 143 229	1 974 050	28 933 400	0,711
1 576 584	7 132 476	3 089 226	2 224 711	30 700 989	0,735
1 600 378	6 754 415	2 697 736	1 948 562	27 781 834	0,662
1 750 873	7 753 685	4 780 154	1 938 774	32 679 284	0,753
2 074 041	7 050 604	4 332 552	1 952 167	32 294 105	0,738
2 028 583	7 245 725	4 474 028	1 818 321	32 927 793	0,753
2 013 219	6 682 865	4 589 246	1 555 572	31 415 046	0,751
1 999 183	6 514 516	3 720 569	1 424 060	29 435 162	0,702
1 861 509	6 904 702	4 156 127	1 522 907	30 534 545	0,729